

**Sharm El-Sheikh Fact-Finding
Committee Report
"Mitchell Report"**

**Rapport de la commission d'enquête
de Charm el-Cheikh
"Rapport Mitchell"**

30 avril 2001

April 30, 2001

The Honorable George W. Bush President of the
United States The White House Washington,
DC 20500

Dear Mr. President,

We enclose herewith the report of the Sharm el-
Sheikh Fact-Finding Committee.

We sought and received information and advice
from a wide range of individuals, organizations,
and governments. However, the conclusions
and recommendations are ours alone.

We are grateful for the support that you and
your administration have provided to the
Committee.

Respectfully,

Suleyman Demirel ,Thorbjørn Jagland ,
Warren B. Rudman , Javier Solana

George J Mitchell, Chairman

L'Honorable George W. Bush Président des
États-Unis La Maison Blanche Washington, DC
20500

Cher Monsieur le Président,

Nous joignons à la présente le rapport de la
commission d'enquête de Charm el-Cheikh.

Nous avons demandé et reçu des informations
et des conseils d'un large éventail de personnes,
d'organisations et de gouvernements. Toutefois,
les conclusions et les recommandations sont
uniquement les nôtres.

Nous vous sommes reconnaissants du soutien
que vous et votre administration avez apporté à
la commission.

Avec tout le respect que je vous dois,

Suleyman Demirel ,Thorbjørn Jagland ,
Warren B. Rudman , Javier Solana

George J Mitchell, Président

SUMMARY OF RECOMMENDATIONS

The Government of Israel (GOI) and the Palestinian Authority (PA) must act swiftly and decisively to halt the violence. Their immediate objectives then should be to rebuild confidence and resume negotiations.

During this mission our aim has been to fulfill the mandate agreed at Sharm el-Sheikh. We value the support given our work by the participants at the summit, and we commend the parties for their cooperation. Our principal recommendation is that they recommit themselves to the Sharm el-Sheikh spirit and that they implement the decisions made there in 1999 and 2000. We believe that the summit participants will support bold action by the parties to achieve these objectives.

The restoration of trust is essential, and the parties should take affirmative steps to this end. Given the high level of hostility and mistrust, the timing and sequence of these steps are obviously crucial. This can be decided only by the parties. We urge them to begin the process of decision immediately.

Accordingly, we recommend that steps be taken to:

Résumé des recommandations

Le gouvernement d'Israël (GOI) et l'Autorité palestinienne (AP) doivent agir rapidement et de manière décisive pour mettre un terme à la violence. Leurs objectifs immédiats devraient alors être de rétablir la confiance et de reprendre les négociations.

Au cours de cette mission, notre objectif a été de remplir le mandat convenu à Charm el-Cheikh. Nous apprécions le soutien apporté à notre travail par les participants au sommet, et nous félicitons les parties pour leur coopération. Notre principale recommandation est de renouveler leur engagement envers l'esprit de Charm el-Cheikh et de mettre en œuvre les décisions prises en 1999 et en 2000. Nous pensons que les participants au sommet appuieront une action audacieuse des parties pour atteindre ces objectifs.

Le rétablissement de la confiance est essentiel et les parties devraient prendre des mesures positives à cette fin. Étant donné le niveau élevé d'hostilité et de méfiance, le calendrier et la séquence de ces étapes sont évidemment cruciaux. Cela ne peut être décidé que par les parties. Nous les exhortons à commencer le processus de décision immédiatement.

En conséquence, nous recommandons que des mesures soient prises pour:

END THE VIOLENCE

* The GOI and the PA should reaffirm their commitment to existing agreements and undertakings and should immediately implement an unconditional cessation of violence.

* The GOI and PA should immediately resume security cooperation.

REBUILD CONFIDENCE

* The PA and GOI should work together to establish a meaningful "cooling off period" and implement additional confidence building measures, some of which were detailed in the October 2000 Sharm el-Sheikh Statement and some of which were offered by the U.S. on January 7, 2001 in Cairo (see Recommendations section for further description).

* The PA and GOI should resume their efforts to identify, condemn and discourage incitement in all its forms.

* The PA should make clear through concrete action to Palestinians and Israelis alike that terrorism is reprehensible and unacceptable, and that the PA will make a 100 percent effort to prevent terrorist operations and to punish perpetrators. This effort should include immediate steps to apprehend and incarcerate terrorists operating within the PA's jurisdiction.

FIN DE LA VIOLENCE

* Le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne devraient réaffirmer leur attachement aux accords et engagements existants et devraient immédiatement mettre en œuvre une cessation inconditionnelle de la violence.

* Les pouvoirs publics israéliens et l'Autorité palestinienne devraient reprendre immédiatement la coopération en matière de sécurité.

RECONSTRUIRE LA CONFIANCE

* L'AP et les pouvoirs publics israéliens devraient travailler ensemble pour établir une période de réflexion significative et mettre en œuvre des mesures de confiance supplémentaires, dont certaines ont été détaillées dans la Déclaration de Charm el-Cheikh d'octobre 2000 et , 2001 au Caire (voir la section Recommandations pour plus de détails).

* L'AP et les pouvoirs publics israéliens devraient reprendre leurs efforts pour identifier, condamner et décourager l'incitation à la violence sous toutes ses formes.

* L'Autorité Palestinienne devrait signifier clairement, par des actions concrètes, aux Palestiniens et aux Israéliens que le terrorisme est répréhensible et inacceptable, et que l'Autorité Palestinienne fera un effort à 100% pour prévenir les opérations terroristes et punir les auteurs. Cet effort devrait inclure des mesures immédiates pour appréhender et incarcérer des terroristes opérant dans la juridiction de l'AP.

* The GOI should freeze all settlement activity, including the "natural growth" of existing settlements.

* The GOI should ensure that the IDF adopt and enforce policies and procedures encouraging non-lethal responses to unarmed demonstrators, with a view to minimizing casualties and friction between the two communities.

* The PA should prevent gunmen from using Palestinian populated areas to fire upon Israeli populated areas and IDF positions. This tactic places civilians on both sides at unnecessary risk.

* The GOI should lift closures, transfer to the PA all tax revenues owed, and permit Palestinians who had been employed in Israel to return to their jobs; and should ensure that security forces and settlers refrain from the destruction of homes and roads, as well as trees and other agricultural property in Palestinian areas. We acknowledge the GOI's position that actions of this nature have been taken for security reasons. Nevertheless, the economic effects will persist for years.

* The PA should renew cooperation with Israeli security agencies to ensure, to the maximum extent possible, that Palestinian workers employed within Israel are fully vetted and free of connections to organizations and individuals engaged in terrorism.

* The PA and GOI should consider a joint undertaking to preserve and protect holy places sacred to the traditions of Jews, Muslims, and Christians.

* The GOI and PA should jointly endorse and support the work of Palestinian and Israeli non-governmental organizations involved in cross-community initiatives linking the two peoples

* Les pouvoirs publics israéliens devraient geler toutes les activités de peuplement, y compris la "croissance naturelle" des colonies existantes.

* Les pouvoirs publics israéliens devraient veiller à ce que les Forces de défense israéliennes adoptent et appliquent des politiques et des procédures encourageant les réactions non létales à des manifestants non armés, en vue de réduire au minimum les pertes et les frictions entre les deux communautés.

* L'AP devrait empêcher les hommes armés d'utiliser les zones habitées par les Palestiniens pour tirer sur les zones peuplées par Israël et les positions de l'armée israélienne. Cette tactique expose les civils des deux côtés à des risques inutiles.

* Les pouvoirs publics d'Israël devraient lever les fermetures, transférer à l'Autorité palestinienne toutes les recettes fiscales dues et permettre aux Palestiniens qui avaient été employés en Israël de retourner à leur travail; et devrait veiller à ce que les forces de sécurité et les colons s'abstiennent de détruire les maisons et les routes, ainsi que les arbres et autres biens agricoles dans les zones palestiniennes. Nous reconnaissons la position du gouvernement israélien selon laquelle des mesures de cette nature ont été prises pour des raisons de sécurité. Néanmoins, les effets économiques persisteront pendant des années.

* L'AP devrait renouveler sa coopération avec les agences de sécurité israéliennes pour s'assurer, dans toute la mesure du possible, que les travailleurs palestiniens employés en Israël soient entièrement contrôlés et libres de tout lien avec les organisations et les individus impliqués dans le terrorisme.

* L'AP et le gouvernement israélien devraient envisager une entreprise commune pour préserver et protéger les lieux saints sacrés pour les traditions des juifs, des musulmans et des chrétiens.

* Les pouvoirs publics israéliens et l'Autorité palestinienne devraient soutenir et soutenir conjointement le travail des organisations non gouvernementales palestiniennes et israéliennes impliquées dans des initiatives intercommunautaires liant les deux peuples.

RESUME NEGOTIATIONS

In the spirit of the Sharm el-Sheikh agreements and understandings of 1999 and 2000, we recommend that the parties meet to reaffirm their commitment to signed agreements and mutual understandings, and take corresponding action. This should be the basis for resuming full and meaningful negotiations.

REPRISE DES NEGOCIATIONS

Dans l'esprit des accords et des accords de Charm el-Cheikh de 1999 et 2000, nous recommandons que les parties se rencontrent pour réaffirmer leur engagement à signer des accords et des ententes mutuelles, et à prendre les mesures correspondantes. Cela devrait constituer la base de la reprise de négociations complètes et constructives.

INTRODUCTION

On October 17, 2000, at the conclusion of the Middle East Peace Summit at Sharm el-Sheikh, Egypt, the President of the United States spoke on behalf of the participants (the Government of Israel, the Palestinian Authority, the Governments of Egypt, Jordan, and the United States, the United Nations, and the European Union). Among other things, the President stated that:

The United States will develop with the Israelis and Palestinians, as well as in consultation with the United Nations Secretary General, a committee of fact-finding on the events of the past several weeks and how to prevent their recurrence. The committee's report will be shared by the U.S. President with the U.N. Secretary General and the parties prior to publication. A final report shall be submitted under the auspices of the U.S. President for publication.¹

On November 7, 2000, following consultations with the other participants, the President asked us to serve on what has come to be known as the Sharm el-Sheikh Fact-Finding Committee. In a letter to us on December 6, 2000, the President stated that:

The purpose of the Summit, and of the agreement that ensued, was to end the violence, to prevent its recurrence, and to find a path back to the peace process. In its actions and mode of operation, therefore, the Committee should be guided by these overriding goals ... The Committee should strive to steer clear of any step that will intensify mutual blame and finger-pointing between the parties. As I noted in my previous letter, "the Committee should not become a divisive force or a focal point for blame and recrimination but rather should serve to forestall violence and confrontation and provide lessons for the future." This should not be a tribunal whose purpose is to determine the guilt or innocence of individuals or of the parties; rather, it should be a fact-finding committee whose purpose is to determine what happened and how to avoid it recurring in the future. ²

INTRODUCTION

Le 17 octobre 2000, à l'issue du Sommet de la paix au Moyen-Orient à Charm el-Cheikh, en Égypte, le Président des États-Unis a pris la parole au nom des participants (Gouvernement d'Israël, Autorité palestinienne, Gouvernements égyptien, Jordanie, et les États-Unis, les Nations Unies et l'Union européenne). Entre autres choses, le président a déclaré que: Les États-Unis développeront avec les Israéliens et les Palestiniens, ainsi qu'en consultation avec le Secrétaire général des Nations Unies, un comité d'enquête sur les événements des dernières semaines et sur la manière de prévenir leur réapparition. Le rapport du comité sera partagé par le président des États-Unis avec le secrétaire général des États-Unis et les parties avant la publication. Un rapport final sera soumis sous les auspices du Président des États-Unis pour publication.¹

Le 7 novembre 2000, à la suite de consultations avec les autres participants, le président nous a demandé de siéger à ce que l'on appelle désormais le Comité d'établissement des faits de Charm el-Cheikh. Dans une lettre qu'il nous a adressé le 6 décembre 2000, le président a déclaré que:

Le but du Sommet, et de l'accord qui a suivi, était de mettre fin à la violence, d'empêcher qu'elle ne se reproduise et de trouver un chemin vers le processus de paix. Par conséquent, dans ses actions et son mode de fonctionnement, le Comité devrait être guidé par ces objectifs primordiaux ... Le Comité devrait s'efforcer d'éviter toute mesure susceptible d'intensifier les reproches mutuels et les accusations entre les parties. Comme je l'ai noté dans ma lettre précédente, «le Comité ne devrait pas devenir une force de division ou un point focal pour les reproches et les reproches, mais plutôt pour prévenir la violence et la confrontation et fournir des leçons pour l'avenir. Ce ne devrait pas être un tribunal dont le but est de déterminer la culpabilité ou l'innocence des individus ou des parties; il devrait plutôt s'agir d'un comité d'enquête dont le but est de déterminer ce qui s'est passé et comment éviter qu'il ne se répète à l'avenir.»²

After our first meeting, held before we visited the region, we urged an end to all violence. Our meetings and our observations during our subsequent visits to the region have intensified our convictions in this regard. Whatever the source, violence will not solve the problems of the region. It will only make them worse. Death and destruction will not bring peace, but will deepen the hatred and harden the resolve on both sides. There is only one way to peace, justice, and security in the Middle East, and that is through negotiation.

Despite their long history and close proximity, some Israelis and Palestinians seem not to fully appreciate each other's problems and concerns. Some Israelis appear not to comprehend the humiliation and frustration that Palestinians must endure every day as a result of living with the continuing effects of occupation, sustained by the presence of Israeli military forces and settlements in their midst, or the determination of the Palestinians to achieve independence and genuine self-determination. Some Palestinians appear not to comprehend the extent to which terrorism creates fear among the Israeli people and undermines their belief in the possibility of co-existence, or the determination of the GOI to do whatever is necessary to protect its people.

Fear, hate, anger, and frustration have risen on both sides. The greatest danger of all is that the culture of peace, nurtured over the previous decade, is being shattered. In its place there is a growing sense of futility and despair, and a growing resort to violence.

Political leaders on both sides must act and speak decisively to reverse these dangerous trends; they must rekindle the desire and the drive for peace. That will be difficult. But it can be done and it must be done, for the alternative is unacceptable and should be unthinkable.

Two proud peoples share a land and a destiny. Their competing claims and religious differences have led to a grinding, demoralizing, dehumanizing conflict. They can continue in conflict or they can negotiate to find a way to live side-by-side in peace.

Après notre première rencontre, qui s'est tenue avant notre visite dans la région, nous avons demandé la fin de toute violence. Nos réunions et nos observations lors de nos visites ultérieures dans la région ont intensifié nos convictions à cet égard. Quelle que soit la source, la violence ne résoudra pas les problèmes de la région. Cela ne fera qu'empirer les choses. La mort et la destruction n'apporteront pas la paix, mais approfondiront la haine et endurciront la détermination des deux côtés. Il n'y a qu'un seul chemin vers la paix, la justice et la sécurité au Moyen-Orient, et c'est par la négociation.

Malgré leur longue histoire et leur proximité, certains Israéliens et Palestiniens semblent ne pas apprécier pleinement les problèmes et les préoccupations de l'autre.

Certains Israéliens semblent ne pas comprendre l'humiliation et la frustration que les Palestiniens doivent endurer chaque jour en vivant avec les effets continus de l'occupation, soutenus par la présence des forces militaires et des colonies israéliennes en leur sein, ou la détermination des Palestiniens à atteindre indépendance et véritable autodétermination.

Certains Palestiniens semblent ne pas comprendre à quel point le terrorisme crée la peur chez les Israéliens et sape leur croyance en la possibilité de la coexistence, ou la détermination du gouvernement d'Israël à faire tout ce qui est nécessaire pour protéger son peuple.

La peur, la haine, la colère et la frustration ont augmenté des deux côtés.

Le plus grand danger de tous est que la culture de la paix, nourrie au cours de la décennie précédente, est en train de se briser. À sa place, il y a un sentiment croissant de futilité et de désespoir, et un recours croissant à la violence.

Les dirigeants politiques des deux côtés doivent agir et parler de manière décisive pour inverser ces tendances dangereuses; ils doivent ranimer le désir et la volonté de paix. Ce sera difficile. Mais cela peut être fait et cela doit être fait, car l'alternative est inacceptable et devrait être impensable.

Deux peuples fiers partagent une terre et un destin. Leurs revendications concurrentes et leurs différences religieuses ont conduit à un conflit déchirant, démoralisant et déshumanisant. Ils peuvent continuer à s'affronter ou ils peuvent négocier pour trouver un moyen de vivre côte à côte en paix.

There is a record of achievement. In 1991 the first peace conference with Israelis and Palestinians took place in Madrid to achieve peace based on UN Security Council Resolutions 242 and 338. In 1993, the Palestine Liberation Organization (PLO) and Israel met in Oslo for the first face-to-face negotiations; they led to mutual recognition and the Declaration of Principles (signed by the parties in Washington, D.C. on September 13, 1993), which provided a road map to reach the destination agreed in Madrid. Since then, important steps have been taken in Cairo, in Washington, and elsewhere. Last year the parties came very close to a permanent settlement.

So much has been achieved. So much is at risk. If the parties are to succeed in completing their journey to their common destination, agreed commitments must be implemented, international law respected, and human rights protected. We encourage them to return to negotiations, however difficult. It is the only path to peace, justice and security.

DISCUSSION

It is clear from their statements that the participants in the summit of last October hoped and intended that the outbreak of violence, then less than a month old, would soon end. The U.S. President's letters to us, asking that we make recommendations on how to prevent a recurrence of violence, reflect that intention.

Yet the violence has not ended. It has worsened. Thus the overriding concern of those in the region with whom we spoke is to end the violence and to return to the process of shaping a sustainable peace. That is what we were told, and were asked to address, by Israelis and Palestinians alike. It was the message conveyed to us as well by President Mubarak of Egypt, King Abdullah of Jordan, and UN Secretary General Annan.

Des succès ont été enregistrés.

En 1991, la première conférence de paix avec les Israéliens et les Palestiniens a eu lieu à Madrid pour obtenir la paix sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

En 1993, l'OLP et Israël se sont rencontrés lors des négociations d'Oslo; ils ont conduit à la reconnaissance mutuelle et à la Déclaration de Principes (signée par les parties à Washington, D.C. le 13 septembre 1993), qui fournissait une feuille de route pour atteindre la destination convenue à Madrid.

Depuis lors, des mesures importantes ont été prises au Caire, à Washington et ailleurs. L'année dernière, les parties se sont rapprochées d'un règlement permanent.

Tant de choses ont été accomplies. Tant de risques subsistent. Si les parties parviennent à achever leur voyage vers leur destination commune, des engagements convenus doivent être mis en œuvre, le droit international doit être respecté et les droits de l'homme protégés. Nous les encourageons à reprendre les négociations, même si elles sont difficiles. C'est la seule voie vers la paix, la justice et la sécurité.

DISCUSSION

Il ressort de leurs déclarations que les participants au sommet d'octobre dernier espéraient et voulaient que la flambée de violence, qui avait alors moins d'un mois, s'achèverait bientôt. Les lettres du président des États-Unis, demandant que nous fassions des recommandations sur la façon de prévenir la répétition de la violence, reflètent cette intention.

Pourtant, la violence n'est pas terminée. Cela a empiré. Ainsi, la préoccupation primordiale de ceux dans la région avec lesquels nous avons parlé est de mettre fin à la violence et de revenir au processus de construction d'une paix durable. C'est ce que les Israéliens et les Palestiniens nous ont demandé et auquel nous avons été invités à répondre. C'est le message qui nous a été transmis par le président égyptien Mubarak, le roi Abdallah de Jordanie et le secrétaire général des Nations unies, M. Annan

Their concern must be ours. If our report is to have effect, it must deal with the situation that exists, which is different from that envisaged by the summit participants. In this report, we will try to answer the questions assigned to us by the Sharm el-Sheikh summit: What happened? Why did it happen?

In light of the current situation, however, we must elaborate on the third part of our mandate: How can the recurrence of violence be prevented? The relevance and impact of our work, in the end, will be measured by the recommendations we make concerning the following:

- * Ending the Violence.
- * Rebuilding Confidence.
- * Resuming Negotiations.

WHAT HAPPENED?

We are not a tribunal. We complied with the request that we not determine the guilt or innocence of individuals or of the parties. We did not have the power to compel the testimony of witnesses or the production of documents. Most of the information we received came from the parties and, understandably, it largely tended to support their arguments.

In this part of our report, we do not attempt to chronicle all of the events from late September 2000 onward. Rather, we discuss only those that shed light on the underlying causes of violence.

In late September 2000, Israeli, Palestinian, and other officials received reports that Member of the Knesset (now Prime Minister) Ariel Sharon was planning a visit to the Haram al-Sharif/Temple Mount in Jerusalem. Palestinian and U.S. officials urged then Prime Minister Ehud Barak to prohibit the visit.³ Mr. Barak told us that he believed the visit was intended to be an internal political act directed against him by a political opponent, and he declined to prohibit it.

Leur préoccupation doit être la nôtre. Si notre rapport doit avoir de l'effet, il doit faire face à la situation existante, qui est différente de celle envisagée par les participants au sommet. Dans ce rapport, nous essaierons de répondre aux questions qui nous ont été posées par le sommet de Charm el-Cheikh: Que s'est-il passé? Pourquoi est-ce arrivé?

À la lumière de la situation actuelle, cependant, nous devons préciser la troisième partie de notre mandat: Comment prévenir la récurrence de la violence? Au final, la pertinence et l'impact de notre travail seront mesurés par les recommandations que nous formulons concernant:

- * Mettre fin à la violence.
- * Reconstruire la confiance.
- * Reprise des négociations.

QU'EST-IL ARRIVÉ?

Nous ne sommes pas un tribunal. Nous nous sommes conformés à la demande de ne pas déterminer la culpabilité ou l'innocence des individus ou des parties. Nous n'avions pas le pouvoir de contraindre le témoignage des témoins ou la production de documents. La plupart des informations que nous avons reçues venaient des parties et, naturellement, elles tendaient en grande partie à étayer leurs arguments.

Dans cette partie de notre rapport, nous n'essayons pas de faire la chronique de tous les événements à partir de fin septembre 2000. Nous discutons plutôt uniquement de ceux qui éclairent les causes sous-jacentes de la violence.

Fin septembre 2000, des responsables israéliens, palestiniens et autres ont reçu des informations selon lesquelles un membre de la Knesset (actuellement Premier ministre) Ariel Sharon prévoyait une visite au Haram al-Sharif / Mont du Temple à Jérusalem. Des responsables palestiniens et américains ont exhorté le Premier ministre Ehud Barak à interdire cette visite³. M. Barak nous a dit qu'il pensait que cette visite était un acte politique interne dirigé contre lui par un opposant politique, et il a refusé de l'interdire.

Mr. Sharon made the visit on September 28 accompanied by over 1,000 Israeli police officers. Although Israelis viewed the visit in an internal political context, Palestinians saw it as highly provocative to them. On the following day, in the same place, a large number of unarmed Palestinian demonstrators and a large Israeli police contingent confronted each other. According to the U.S. Department of State, "Palestinians held large demonstrations and threw stones at police in the vicinity of the Western Wall. Police used rubber-coated metal bullets and live ammunition to disperse the demonstrators, killing 4 persons and injuring about 200."⁴ According to the GOI, 14 Israeli policemen were injured.⁵

Similar demonstrations took place over the following several days.⁶ Thus began what has become known as the "Al-Aqsa Intifada" (Al-Aqsa being a mosque at the Haram al-Sharif/Temple Mount).

The GOI asserts that the immediate catalyst for the violence was the breakdown of the Camp David negotiations on July 25, 2000 and the "widespread appreciation in the international community of Palestinian responsibility for the impasse."⁷ In this view, Palestinian violence was planned by the PA leadership, and was aimed at "provoking and incurring Palestinian casualties as a means of regaining the diplomatic initiative."⁸

The Palestine Liberation Organization (PLO) denies the allegation that the intifada was planned. It claims, however, that "Camp David represented nothing less than an attempt by Israel to extend the force it exercises on the ground to negotiations,"⁹ and that "the failure of the summit, and the attempts to allocate blame on the Palestinian side only added to the tension on the ground..."¹⁰

M. Sharon a fait la visite le 28 septembre accompagné de plus de 1000 policiers israéliens. Bien que les Israéliens considèrent la visite dans un contexte politique interne, les Palestiniens y voient une grande provocation. Le lendemain, au même endroit, un grand nombre de manifestants palestiniens non armés et un important contingent de la police israélienne se sont affrontés. Selon le Département d'Etat américain, "les Palestiniens ont organisé de grandes manifestations et lancé des pierres sur la police à proximité du mur occidental, faisant usage de balles en caoutchouc et de balles réelles pour disperser les manifestants, tuant 4 personnes et en blessant près de 200".⁴ Selon les pouvoirs publics israéliens, 14 policiers israéliens ont été blessés.⁵

Des manifestations similaires ont eu lieu au cours des jours suivants⁶. Ainsi a commencé ce qui est devenu connu sous le nom d'"Al-Aqsa Intifada" (Al-Aqsa étant une mosquée au Haram al-Sharif / Mont du Temple).

Le gouvernement israélien affirme que le catalyseur immédiat de la violence a été l'échec des négociations de Camp David le 25 juillet 2000 et la «reconnaissance généralisée par la communauté internationale de la responsabilité palestinienne dans l'impasse».⁷ Dans cette optique, la violence palestinienne a été planifiée par la direction de l'Autorité palestinienne, et visait à "provoquer et à engager des victimes palestiniennes comme moyen de reprendre l'initiative diplomatique"⁸.

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) nie l'allégation selon laquelle l'Intifada était prévue. Il affirme cependant que "Camp David n'a représenté rien de moins qu'une tentative d'Israël d'étendre la force qu'il exerce sur le terrain aux négociations"⁹, et que "l'échec du sommet et les tentatives d'attribution de la responsabilité du côté palestinien" seulement ajouté à la tension sur le terrain ..."¹⁰

From the perspective of the PLO, Israel responded to the disturbances with excessive and illegal use of deadly force against demonstrators; behavior which, in the PLO's view, reflected Israel's contempt for the lives and safety of Palestinians. For Palestinians, the widely seen images of the killing of 12-year-old Muhammad al Durra in Gaza on September 30, shot as he huddled behind his father, reinforced that perception.

From the perspective of the GOI, the demonstrations were organized and directed by the Palestinian leadership to create sympathy for their cause around the world by provoking Israeli security forces to fire upon demonstrators, especially young people. For Israelis, the lynching of two military reservists, First Sgt. Vadim Novesche and First Cpl. Yosef Avrahami, in Ramallah on October 12, reflected a deep-seated Palestinian hatred of Israel and Jews.

What began as a series of confrontations between Palestinian demonstrators and Israeli security forces, which resulted in the GOI's initial restrictions on the movement of people and goods in the West Bank and Gaza Strip (closures), has since evolved into a wider array of violent actions and responses. There have been exchanges of fire between built-up areas, sniping incidents and clashes between Israeli settlers and Palestinians. There have also been terrorist acts and Israeli reactions thereto (characterized by the GOI as counter-terrorism), including killings, further destruction of property and economic measures. Most recently, there have been mortar attacks on Israeli locations and IDF ground incursions into Palestinian areas.

Du point de vue de l'OLP, Israël a réagi aux troubles en faisant un usage excessif et illégal de la force meurtrière contre les manifestants; un comportement qui, selon l'OLP, reflète le mépris d'Israël pour la vie et la sécurité des Palestiniens. Pour les Palestiniens, les images largement vues du meurtre de Muhammad al Durra, âgé de 12 ans, à Gaza le 30 septembre, filmées alors qu'il se blottissait derrière son père, ont renforcé cette perception.

Du point de vue du gouvernement israélien, les manifestations ont été organisées et dirigées par les dirigeants palestiniens pour susciter la sympathie pour leur cause dans le monde entier en incitant les forces de sécurité israéliennes à tirer sur les manifestants, en particulier les jeunes. Pour les Israéliens, le lynchage de deux réservistes militaires, le sergent-chef Vadim Novesche et le Caporal-chef Yosef Avrahami, à Ramallah, le 12 octobre, a reflété une haine profonde des Palestiniens contre Israël et les Juifs.

Ce qui a commencé comme une série d'affrontements entre les manifestants palestiniens et les forces de sécurité israéliennes, qui ont entraîné les restrictions initiales du mouvement des personnes et des biens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza (fermetures), a évolué en une série d'actions violentes. et les réponses. Il y a eu des échanges de tirs entre zones bâties, des incidents de tirs isolés et des affrontements entre des colons israéliens et des Palestiniens. Il y a également eu des actes terroristes et des réactions israéliennes à ce sujet (que les pouvoirs publics israéliens ont qualifié de contre-terrorisme), y compris des meurtres, de nouvelles destructions de biens et des mesures économiques. Plus récemment, il y a eu des attaques au mortier sur des sites israéliens et des incursions terrestres de Tsahal dans des zones palestiniennes.

From the Palestinian perspective, the decision of Israel to characterize the current crisis as "an armed conflict short of war"¹¹ is simply a means "to justify its assassination policy, its collective punishment policy, and its use of lethal force."¹² From the Israeli perspective, "The Palestinian leadership have instigated, orchestrated and directed the violence. It has used, and continues to use, terror and attrition as strategic tools."¹³

In their submissions, the parties traded allegations about the motivation and degree of control exercised by the other. However, we were provided with no persuasive evidence that the Sharon visit was anything other than an internal political act; neither were we provided with persuasive evidence that the PA planned the uprising.

Accordingly, we have no basis on which to conclude that there was a deliberate plan by the PA to initiate a campaign of violence at the first opportunity; or to conclude that there was a deliberate plan by the GOI to respond with lethal force.

However, there is also no evidence on which to conclude that the PA made a consistent effort to contain the demonstrations and control the violence once it began; or that the GOI made a consistent effort to use non-lethal means to control demonstrations of unarmed Palestinians. Amid rising anger, fear, and mistrust, each side assumed the worst about the other and acted accordingly.

Du point de vue palestinien, la décision d'Israël de qualifier la crise actuelle de «conflit armé sans guerre»¹¹ est simplement un moyen «de justifier sa politique d'assassinat, sa politique de punition collective et son recours à la force meurtrière¹²». Selon la perspective israélienne, «les dirigeants palestiniens ont incité, orchestré et dirigé la violence et utilisé et continuent d'utiliser la terreur et l'attrition comme outils stratégiques»¹³.

Dans leurs observations, les parties ont échangé des allégations sur la motivation et le degré de contrôle exercé par l'autre. Cependant, nous n'avons pas reçu de preuves convaincantes que la visite de Sharon était autre chose qu'un acte politique interne ; nous n'avons pas non plus reçu de preuves convaincantes que l'AP avait planifié le soulèvement.

Par conséquent, nous n'avons aucune base pour conclure qu'il y avait un plan délibéré de l'AP pour lancer une campagne de violence à la première occasion ; ou pour conclure qu'il y avait un plan délibéré du gouvernement indien pour répondre par une force mortelle. Cependant, il n'y a pas non plus de preuve permettant de conclure que l'AP a fait un effort constant pour contenir les manifestations et contrôler la violence une fois qu'elle a commencé ; ou que le gouvernement indien a fait un effort constant pour utiliser des moyens non létaux pour contrôler les manifestations de Palestiniens non armés. Au milieu d'une colère, d'une peur et d'une méfiance croissantes, chaque partie a supposé le pire de l'autre et a agi en conséquence.

The Sharon visit did not cause the "Al-Aqsa Intifada." But it was poorly timed and the provocative effect should have been foreseen; indeed it was foreseen by those who urged that the visit be prohibited. More significant were the events that followed: the decision of the Israeli police on September 29 to use lethal means against the Palestinian demonstrators; and the subsequent failure, as noted above, of either party to exercise restraint.

WHY DID IT HAPPEN?

The roots of the current violence extend much deeper than an inconclusive summit conference. Both sides have made clear a profound disillusionment with the behavior of the other in failing to meet the expectations arising from the peace process launched in Madrid in 1991 and then in Oslo in 1993. Each side has accused the other of violating specific undertakings and undermining the spirit of their commitment to resolving their political differences peacefully.

Divergent Expectations: We are struck by the divergent expectations expressed by the parties relating to the implementation of the Oslo process. Results achieved from this process were unthinkable less than 10 years ago. During the latest round of negotiations, the parties were closer to a permanent settlement than ever before.

La visite de Sharon n'a pas provoqué l'"Intifada Al-Aqsa". Mais elle a été mal programmée et l'effet provocateur aurait dû être prévu ; en effet, il a été prévu par ceux qui ont demandé que la visite soit interdite. Les événements qui ont suivi ont été plus significatifs : la décision de la police israélienne, le 29 septembre, d'utiliser des moyens meurtriers contre les manifestants palestiniens ; et le fait que, comme indiqué plus haut, aucune des parties n'a fait preuve de retenue.

POURQUOI EST-CE ARRIVÉ ?

Les racines de la violence actuelle s'étendent beaucoup plus loin qu'une conférence au sommet peu concluante. Les deux parties ont manifesté une profonde désillusion quant au comportement de l'autre en ne répondant pas aux attentes découlant du processus de paix lancé à Madrid en 1991 puis à Oslo en 1993. Chaque partie a accusé l'autre de violer des engagements spécifiques et de saper le l'esprit de leur engagement à résoudre pacifiquement leurs différends politiques.

Attentes divergentes: Nous sommes frappés par les attentes divergentes exprimées par les parties concernant la mise en œuvre du processus d'Oslo. Les résultats obtenus grâce à ce processus étaient impensables il y a moins de 10 ans. Au cours du dernier cycle de négociations, les parties étaient plus proches d'un règlement permanent que jamais auparavant.

Nonetheless, Palestinians and Israelis alike told us that the premise on which the Oslo process is based - that tackling the hard "permanent status" issues be deferred to the end of the process - has gradually come under serious pressure. The step-by-step process agreed to by the parties was based on the assumption that each step in the negotiating process would lead to enhanced trust and confidence. To achieve this, each party would have to implement agreed upon commitments and abstain from actions that would be seen by the other as attempts to abuse the process in order to predetermine the shape of the final outcome. If this requirement is not met, the Oslo road map cannot successfully lead to its agreed destination. Today, each side blames the other for having ignored this fundamental aspect, resulting in a crisis in confidence. This problem became even more pressing with the opening of permanent status talks.

The GOI has placed primacy on moving toward a Permanent Status Agreement in a nonviolent atmosphere, consistent with commitments contained in the agreements between the parties. "Even if slower than was initially envisaged, there has, since the start of the peace process in Madrid in 1991, been steady progress towards the goal of a Permanent Status Agreement without the resort to violence on a scale that has characterized recent weeks."¹⁴ The "goal" is the Permanent Status Agreement, the terms of which must be negotiated by the parties.

Néanmoins, les Palestiniens comme les Israéliens nous ont dit que le prémissesur laquelle est basé le processus d'Oslo - que l'on s'attaque à la dure question du «statut permanent» jusqu'à la fin du processus - a subi de sérieuses pressions.

Le processus par étapes convenu par les parties reposait sur l'hypothèse que chaque étape du processus de négociation renforcerait la confiance. Pour atteindre cet objectif, chaque partie devrait mettre en œuvre les engagements convenus et s'abstenir de prendre des mesures qui seraient perçues par l'autre comme des tentatives d'abuser du processus afin de prédéterminer la forme du résultat final. Si cette exigence n'est pas satisfaite, la feuille de route d'Oslo ne peut aboutir à la destination convenue.

Aujourd'hui, chaque camp accuse l'autre d'avoir ignoré cet aspect fondamental, entraînant une crise de confiance. Ce problème est devenu encore plus pressant avec l'ouverture de pourparlers sur le statut permanent.

Les pouvoirs publics israéliens ont privilégié le passage à un accord sur le statut permanent dans une atmosphère non-violente, conformément aux engagements contenus dans les accords entre les parties. "Même si cela a été plus lent que prévu initialement, depuis le début du processus de paix à Madrid en 1991, des progrès constants ont été accomplis vers un accord sur le statut permanent sans recourir à la violence qui a caractérisé les dernières semaines." ¹⁴ Le «but» est l'accord sur le statut permanent, dont les termes doivent être négociés par les parties.

The PLO view is that delays in the process have been the result of an Israeli attempt to prolong and solidify the occupation. Palestinians "believed that the Oslo process would yield an end to Israeli occupation in five years,"¹⁵ the timeframe for the transitional period specified in the Declaration of Principles. Instead there have been, in the PLO's view, repeated Israeli delays culminating in the Camp David summit, where, "Israel proposed to annex about 11.2% of the West Bank (excluding Jerusalem)..." and offered unacceptable proposals concerning Jerusalem, security and refugees. "In sum, Israel's proposals at Camp David provided for Israel's annexation of the best Palestinian lands, the perpetuation of Israeli control over East Jerusalem, a continued Israeli military presence on Palestinian territory, Israeli control over Palestinian natural resources, airspace and borders, and the return of fewer than 1% of refugees to their homes."¹⁶

Both sides see the lack of full compliance with agreements reached since the opening of the peace process as evidence of a lack of good faith. This conclusion led to an erosion of trust even before the permanent status negotiations began.

Divergent Perspectives: During the last seven months, these views have hardened into divergent realities. Each side views the other as having acted in bad faith; as having turned the optimism of Oslo into the suffering and grief of victims and their loved ones. In their statements and actions, each side demonstrates a perspective that fails to recognize any truth in the perspective of the other.

L'opinion de l'OLP est que les retards dans le processus ont été le résultat d'une tentative israélienne de prolonger et de solidifier l'occupation. Les Palestiniens "pensaient que le processus d'Oslo mettrait fin à l'occupation israélienne dans cinq ans"¹⁵, le délai fixé pour la période de transition spécifiée dans la Déclaration de principes.

Selon l'OLP, les retards israéliens se sont multipliés avec le sommet de Camp David, où "Israël a proposé d'annexer environ 11,2% de la Cisjordanie (à l'exclusion de Jérusalem) ..." et a présenté des propositions inacceptables concernant Jérusalem, la sécurité et les réfugiés. En résumé, les propositions d'Israël à Camp David prévoyaient l'annexion par Israël des meilleures terres palestiniennes, la perpétuation du contrôle israélien sur Jérusalem-Est, une présence militaire israélienne continue sur le territoire palestinien, le contrôle israélien des ressources naturelles, de l'espace aérien et des frontières palestiniennes. retour de moins de 1% des réfugiés dans leurs foyers."¹⁶

Les deux parties voient le non-respect total des accords conclus depuis l'ouverture du processus de paix comme preuve d'un manque de bonne foi. Cette conclusion a conduit à une érosion de la confiance avant même le début des négociations sur le statut permanent.

Perspectives divergentes: Au cours des sept derniers mois, ces points de vue se sont durcis en réalités divergentes. Chaque camp considère l'autre comme ayant agi de mauvaise foi; comme ayant noyé l'optimisme d'Oslo dans la souffrance et le chagrin des victimes et de leurs proches.

Dans leurs déclarations et leurs actions, chaque partie démontre une perspective qui ne reconnaît aucune vérité dans la perspective de l'autre.

The Palestinian Perspective: For the Palestinian side, "Madrid" and "Oslo" heralded the prospect of a State, and guaranteed an end to the occupation and a resolution of outstanding matters within an agreed time frame. Palestinians are genuinely angry at the continued growth of settlements and at their daily experiences of humiliation and disruption as a result of Israel's presence in the Palestinian territories. Palestinians see settlers and settlements in their midst not only as violating the spirit of the Oslo process, but also as an application of force in the form of Israel's overwhelming military superiority, which sustains and protects the settlements.

The Interim Agreement provides that "the two parties view the West Bank and Gaza as a single territorial unit, the integrity and status of which will be preserved during the interim period." Coupled with this, the Interim Agreement's prohibition on taking steps which may prejudice permanent status negotiations denies Israel the right to continue its illegal expansionist settlement policy.

In addition to the Interim Agreement, customary international law, including the Fourth Geneva Convention, prohibits Israel (as an occupying power) from establishing settlements in occupied territory pending an end to the conflict.¹⁷

The PLO alleges that Israeli political leaders "have made no secret of the fact that the Israeli interpretation of Oslo was designed to segregate the Palestinians in non-contiguous enclaves, surrounded by Israeli military-controlled borders, with settlements and settlement roads violating the territories' integrity."¹⁸

La perspective palestinienne: Pour la partie palestinienne, "Madrid" et "Oslo" annonçaient la perspective d'un Etat et garantissaient la fin de l'occupation et la résolution des questions en suspens dans un délai convenu. Les Palestiniens sont sincèrement fâchés de la croissance continue des colonies et de leurs expériences quotidiennes d'humiliation et de perturbation résultant de la présence d'Israël dans les territoires palestiniens. Les Palestiniens considèrent les colons et les colonies parmi eux non seulement comme violant l'esprit du processus d'Oslo, mais aussi comme une application de la force sous la forme de la supériorité militaire écrasante d'Israël, qui soutient et protège les colonies.

L'accord intérimaire prévoit que "les deux parties considèrent la Cisjordanie et Gaza comme une unité territoriale unique, dont l'intégrité et le statut seront préservés pendant la période intérimaire". Conjuguée à cela, l'interdiction de prendre des mesures qui pourraient nuire aux négociations sur le statut permanent est contraire à l'Accord intérimaire qui empêche Israël de poursuivre sa politique de colonisation expansionniste illégale.

Outre l'Accord intérimaire, le droit international coutumier, y compris la quatrième Convention de Genève, interdit à Israël (en tant que puissance occupante) d'établir des colonies de peuplement dans le territoire occupé en attendant la fin du conflit¹⁷.

L'OLP allègue que les dirigeants politiques israéliens "n'ont pas caché que l'interprétation israélienne d'Oslo visait à séparer les Palestiniens dans des enclaves non contiguës, entourés de frontières contrôlées par l'armée israélienne, avec des colonies et des routes de colonisation violant les territoires".

According to the PLO, "In the seven years since the [Declaration of Principles], the settler population in the West Bank, excluding East Jerusalem and the Gaza Strip, has doubled to 200,000, and the settler population in East Jerusalem has risen to 170,000. Israel has constructed approximately 30 new settlements, and expanded a number of existing ones to house these new settlers."¹⁹

The PLO also claims that the GOI has failed to comply with other commitments such as the further withdrawal from the West Bank and the release of Palestinian prisoners. In addition, Palestinians expressed frustration with the impasse over refugees and the deteriorating economic circumstances in the West Bank and Gaza Strip.

The Israeli Perspective: From the GOI perspective, the expansion of settlement activity and the taking of measures to facilitate the convenience and safety of settlers do not prejudice the outcome of permanent status negotiations.

Israel understands that the Palestinian side objects to the settlements in the West Bank and the Gaza Strip. Without prejudice to the formal status of the settlements, Israel accepts that the settlements are an outstanding issue on which there will have to be agreement as part of any permanent status resolution between the sides. This point was acknowledged and agreed upon in the Declaration of Principles of 13 September 1993 as well as in other agreements between the two sides. There has in fact been a good deal of discussion on the question of settlements between the two sides in the various negotiations toward a permanent status agreement.²⁰

Selon l'OLP, "Au cours des sept années écoulées depuis la [Déclaration de principes], la population de colons en Cisjordanie, à l'exclusion de Jérusalem-Est et de la bande de Gaza, a doublé pour atteindre 200 000 et la population des colons à Jérusalem-Est. a augmenté à 170 000. Israël a construit environ 30 nouvelles colonies et a agrandi un certain nombre de colonies existantes pour abriter ces nouveaux colons."¹⁹

L'OLP affirme également que les pouvoirs publics israéliens n'ont pas respecté d'autres engagements tels que le retrait de la Cisjordanie et la libération de prisonniers palestiniens. En outre, les Palestiniens ont exprimé leur frustration face à l'impasse sur les réfugiés et à la détérioration de la situation économique en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

La perspective israélienne: Du point de vue des pouvoirs publics israéliens, l'expansion des activités de peuplement et la prise de mesures visant à faciliter la commodité et la sécurité des colons ne préjugent pas du résultat des négociations sur le statut permanent.

Israël comprend que la partie palestinienne s'oppose aux colonies de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Sans préjudice du statut officiel des colonies de peuplement, Israël accepte que les colonies soient une question en suspens sur laquelle il faudra s'entendre dans le cadre de toute résolution de statut permanent entre les parties. Ce point a été reconnu et accepté dans la Déclaration de principes du 13 septembre 1993 ainsi que dans d'autres accords entre les deux parties.

En fait, il y a eu beaucoup de discussions sur la question des règlements entre les deux parties dans les diverses négociations en vue d'un accord sur le statut permanent.²⁰ En effet, les Israéliens soulignent que lors du sommet de Camp David et lors de discussions ultérieures, les pouvoirs publics israéliens ont offert de faire des concessions significatives en ce qui concerne les colonies dans le cadre d'un accord global.

Indeed, Israelis point out that at the Camp David summit and during subsequent talks the GOI offered to make significant concessions with respect to settlements in the context of an overall agreement.

Security, however, is the key GOI concern. The GOI maintains that the PLO has breached its solemn commitments by continuing the use of violence in the pursuit of political objectives. "Israel's principal concern in the peace process has been security. This issue is of overriding importance... [S]ecurity is not something on which Israel will bargain or compromise. The failure of the Palestinian side to comply with both the letter and spirit of the security provisions in the various agreements has long been a source of disturbance in Israel."²¹

According to the GOI, the Palestinian failure takes several forms: institutionalized anti-Israel, anti-Jewish incitement; the release from detention of terrorists; the failure to control illegal weapons; and the actual conduct of violent operations, ranging from the insertion of riflemen into demonstrations to terrorist attacks on Israeli civilians. The GOI maintains that the PLO has explicitly violated its renunciation of terrorism and other acts of violence,²² thereby significantly eroding trust between the parties. The GOI perceives "a thread, implied but nonetheless clear, that runs throughout the Palestinian submissions. It is that Palestinian violence against Israel and Israelis is somehow explicable, understandable, legitimate."²³

Cependant, la sécurité est la principale préoccupation du gouvernement de l'Ontario. Les pouvoirs publics israéliens affirment que l'OLP a violé ses engagements solennels en continuant de recourir à la violence pour atteindre des objectifs politiques. "La principale préoccupation d'Israël dans le processus de paix a été la sécurité, une question d'une importance primordiale ... La sécurité n'est pas quelque chose qu'Israël va négocier ou compromettre." L'échec de la partie palestinienne à respecter la lettre et l'esprit des dispositions de sécurité dans les différents accords a longtemps été une source de perturbation en Israël. "²¹

Selon le gouvernement israélien, l'échec palestinien prend plusieurs formes: incitation anti-israélienne institutionnalisée, anti-juive; la libération de la détention de terroristes; l'incapacité de contrôler les armes illégales; et la conduite effective d'opérations violentes, allant de l'insertion de tireurs armés dans des manifestations à des attaques terroristes contre des civils israéliens. Les pouvoirs publics israéliens affirment que l'OLP a violé de manière explicite sa renonciation au terrorisme et à d'autres actes de violence²², érodant ainsi de manière significative la confiance entre les parties. Les pouvoirs publics israéliens perçoivent "un fil, implicite mais néanmoins clair, qui se dégage des propositions palestiniennes: la violence palestinienne contre Israël et les Israéliens est en quelque sorte explicable, compréhensible, légitime" ²³.

END THE VIOLENCE

For Israelis and Palestinians alike the experience of the past several months has been intensely personal. Through relationships of kinship, friendship, religion, community and profession, virtually everyone in both societies has a link to someone who has been killed or seriously injured in the recent violence. We were touched by their stories. During our last visit to the region, we met with the families of Palestinian and Israeli victims. These individual accounts of grief were heart-rending and indescribably sad. Israeli and Palestinian families used virtually the same words to describe their grief.

When the widow of a murdered Israeli physician -- a man of peace whose practice included the treatment of Arab patients -- tells us that it seems that Palestinians are interested in killing Jews for the sake of killing Jews, Palestinians should take notice. When the parents of a Palestinian child killed while in his bed by an errant .50 caliber bullet draw similar conclusions about the respect accorded by Israelis to Palestinian lives, Israelis need to listen. When we see the shattered bodies of children we know it is time for adults to stop the violence.

With widespread violence, both sides have resorted to portrayals of the other in hostile stereotypes. This cycle cannot be easily broken. Without considerable determination and readiness to compromise, the rebuilding of trust will be impossible.

FIN DE LA VIOLENCE

Pour les Israéliens et les Palestiniens, l'expérience de ces derniers mois a été extrêmement personnelle. Grâce aux relations de parenté, d'amitié, de religion, de communauté et de profession, presque tout le monde dans les deux sociétés est lié à quelqu'un qui a été tué ou gravement blessé dans la récente violence. Nous avons été touchés par leurs histoires. Lors de notre dernière visite dans la région, nous avons rencontré les familles des victimes palestiniennes et israéliennes. Ces récits individuels de chagrin étaient déchirants et indescriptiblement tristes. Les familles israéliennes et palestiniennes utilisaient pratiquement les mêmes mots pour décrire leur chagrin.

Lorsque la veuve d'un médecin israélien assassiné - un homme de paix dont la pratique incluait le traitement de patients arabes - nous dit qu'il semble que les Palestiniens soient intéressés à tuer des Juifs pour tuer des Juifs, les Palestiniens devraient en tenir compte. Lorsque les parents d'un enfant palestinien tué dans son lit par une balle de calibre 50 en tirent des conclusions similaires sur le respect accordé par les Israéliens à la vie des Palestiniens, les Israéliens doivent écouter. Quand nous voyons les corps brisés des enfants, nous savons qu'il est temps pour les adultes d'arrêter la violence.

Avec une violence généralisée, les deux parties ont eu recours à des représentations de l'autre dans des stéréotypes hostiles. Ce cycle ne peut pas être facilement cassé. Sans une détermination et une volonté de compromis considérables, la reconstruction de la confiance sera impossible.

Cessation of Violence: Since 1991, the parties have consistently committed themselves, in all their agreements, to the path of nonviolence. They did so most recently in the two Sharm el-Sheikh summits of September 1999 and October 2000. To stop the violence now, the PA and GOI need not "reinvent the wheel." Rather, they should take immediate steps to end the violence, reaffirm their mutual commitments, and resume negotiations.

Resumption of Security Cooperation: Palestinian security officials told us that it would take some time - perhaps several weeks - for the PA to reassert full control over armed elements nominally under its command and to exert decisive influence over other armed elements operating in Palestinian areas. Israeli security officials have not disputed these assertions. What is important is that the PA make an all-out effort to enforce a complete cessation of violence and that it be clearly seen by the GOI as doing so. The GOI must likewise exercise a 100 percent effort to ensure that potential friction points, where Palestinians come into contact with armed Israelis, do not become stages for renewed hostilities.

The collapse of security cooperation in early October reflected the belief by each party that the other had committed itself to a violent course of action. If the parties wish to attain the standard of 100 percent effort to prevent violence, the immediate resumption of security cooperation is mandatory.

Cessation de la violence: Depuis 1991, les parties se sont toujours engagées, dans tous leurs accords, à s'engager sur la voie de la non-violence. Ils l'ont fait récemment aux deux sommets de Charm el-Cheikh, en septembre 1999 et en octobre 2000. Pour arrêter la violence maintenant, l'Autorité palestinienne et le gouvernement israélien n'ont pas besoin de «réinventer la roue».

Au contraire, ils devraient prendre des mesures immédiates pour mettre fin à la violence, réaffirmer leurs engagements mutuels et reprendre les négociations.

Reprise de la coopération en matière de sécurité: Les responsables de la sécurité palestinienne nous ont dit qu'il faudrait un certain temps - peut-être plusieurs semaines - pour reprendre le contrôle total des éléments armés sous son commandement et exercer une influence décisive sur les autres éléments armés. Les responsables de la sécurité israéliens n'ont pas contesté ces affirmations. Ce qui est important, c'est que l'Autorité Palestinienne fasse un effort total pour imposer un arrêt complet de la violence et que les pouvoirs publics israéliens le voient clairement comme tel. Les pouvoirs publics israéliens doivent également faire un effort maximal pour que les points de friction potentiels, où les Palestiniens entrent en contact avec les Israéliens armés, ne deviennent pas des étapes pour de nouvelles hostilités.

L'effondrement de la coopération en matière de sécurité au début d'octobre a reflété la conviction de chaque partie que l'autre s'était engagée dans une voie d'action violente. Si les parties souhaitent atteindre le niveau d'effort de 100% pour prévenir la violence, la reprise immédiate de la coopération en matière de sécurité est obligatoire.

We acknowledge the reluctance of the PA to be seen as facilitating the work of Israeli security services absent an explicit political context (i.e., meaningful negotiations) and under the threat of Israeli settlement expansion. Indeed, security cooperation cannot be sustained without such negotiations and with ongoing actions seen as prejudicing the outcome of negotiations. However, violence is much more likely to continue without security cooperation. Moreover, without effective security cooperation, the parties will continue to regard all acts of violence as officially sanctioned.

In order to overcome the current deadlock, the parties should consider how best to revitalize security cooperation. We commend current efforts to that end. Effective cooperation depends on recreating and sustaining an atmosphere of confidence and good personal relations. It is for the parties themselves to undertake the main burden of day-to-day cooperation, but they should remain open to engaging the assistance of others in facilitating that work. Such outside assistance should be by mutual consent, should not threaten good bilateral working arrangements, and should not act as a tribunal or interpose between the parties. There was good security cooperation until last year that benefited from the good offices of the U.S. (acknowledged by both sides as useful), and was also supported indirectly by security projects and assistance from the European Union. The role of outside assistance should be that of creating the appropriate framework, sustaining goodwill on both sides, and removing friction where possible. That framework must be seen to be contributing to the safety and welfare of both communities if there is to be acceptance by those communities of these efforts.

Nous reconnaissons la réticence de l'AP à être perçue comme facilitant le travail des services de sécurité israéliens en l'absence d'un contexte politique explicite (c'est-à-dire de négociations significatives) et sous la menace de l'expansion des colonies israéliennes.

En effet, la coopération en matière de sécurité ne peut être soutenue sans de telles négociations et avec des actions en cours considérées comme préjudiciables à l'issue des négociations. Cependant, la violence est beaucoup plus susceptible de continuer sans la coopération en matière de sécurité.

De plus, sans une coopération efficace en matière de sécurité, les parties continueront à considérer tous les actes de violence comme officiellement sanctionnés. Afin de surmonter l'impasse actuelle, les parties devraient réfléchir à la meilleure façon de revitaliser la coopération en matière de sécurité. Nous saluons les efforts en cours à cette fin.

Une coopération efficace dépend de la recreation et du maintien d'une atmosphère de confiance et de bonnes relations personnelles. Il incombe aux parties elles-mêmes d'assumer le principal fardeau de la coopération au jour le jour, mais elles devraient rester ouvertes à l'idée de solliciter l'aide des autres pour faciliter ce travail. Cette assistance extérieure devrait être consentie d'un commun accord, ne devrait pas menacer les bons arrangements de travail bilatéraux et ne devrait pas servir de tribunal ou d'interposition entre les parties. Il y a eu une bonne coopération en matière de sécurité jusqu'à l'année dernière qui a bénéficié des bons offices des États-Unis (reconnus par les deux parties comme utiles) et a été indirectement soutenue par des projets de sécurité et d'assistance de l'Union européenne. Le rôle de l'aide extérieure devrait être de créer le cadre approprié, de maintenir la bonne volonté des deux côtés et d'éliminer les frictions lorsque cela est possible. Ce cadre doit être considéré comme contribuant à la sécurité et au bien-être des deux communautés si ces efforts doivent être acceptés par ces communautés.

REBUILD CONFIDENCE (trad. p29)

The historic handshake between Chairman Arafat and the late Prime Minister Rabin at the White House in September 1993 symbolized the expectation of both parties that the door to the peaceful resolution of differences had been opened. Despite the current violence and mutual loss of trust, both communities have repeatedly expressed a desire for peace. Channeling this desire into substantive progress has proved difficult. The restoration of trust is essential, and the parties should take affirmative steps to this end. Given the high level of hostility and mistrust, the timing and sequence of these steps are obviously crucial. This can be decided only by the parties. We urge them to begin the process of decision immediately.

Terrorism: In the September 1999 Sharm el-Sheikh Memorandum, the parties pledged to take action against "any threat or act of terrorism, violence or incitement." Although all three categories of hostilities are reprehensible, it was no accident that "terrorism" was placed at the top of the list.

Terrorism involves the deliberate killing and injuring of randomly selected noncombatants for political ends. It seeks to promote a political outcome by spreading terror and demoralization throughout a population. It is immoral and ultimately self-defeating. We condemn it and we urge that the parties coordinate their security efforts to eliminate it.

In its official submissions and briefings, the GOI has accused the PA of supporting terrorism by releasing incarcerated terrorists, by allowing PA security personnel to abet, and in some cases to conduct terrorist operations, and by terminating security cooperation with the GOI

The PA vigorously denies the accusations. But Israelis hold the view that the PA's leadership has made no real effort over the past seven months to prevent anti-Israeli terrorism. The belief is, in and of itself, a major obstacle to the rebuilding of confidence.

We believe that the PA has a responsibility to help rebuild confidence by making clear to both communities that terrorism is reprehensible and unacceptable, and by taking all measures to prevent terrorist operations and to punish perpetrators. This effort should include immediate steps to apprehend and incarcerate terrorists operating within the PA's jurisdiction.

Settlements: The GOI also has a responsibility to help rebuild confidence. A cessation of Palestinian-Israeli violence will be particularly hard to sustain unless the GOI freezes all settlement construction activity. The GOI should also give careful consideration to whether settlements that are focal points for substantial friction are valuable bargaining chips for future negotiations or provocations likely to preclude the onset of productive talks.

The issue is, of course, controversial. Many Israelis will regard our recommendation as a statement of the obvious, and will support it. Many will oppose it. But settlement activities must not be allowed to undermine the restoration of calm and the resumption of negotiations.

During the half-century of its existence, Israel has had the strong support of the United States. In international forums, the U.S. has at times cast the only vote on Israel's behalf. Yet, even in such a close relationship there are some differences. Prominent among those differences is the U.S. Government's long-standing opposition to the GOI's policies and practices

regarding settlements. As the then-Secretary of State, James A. Baker, III, commented on May 22, 1991:

Every time I have gone to Israel in connection with the peace process, on each of my four trips, I have been met with the announcement of new settlement activity. This does violate United States policy. It's the first thing that Arabs -- Arab Governments, the first thing that the Palestinians in the territories -- whose situation is really quite desperate - the first thing they raise when we talk to them. I don't think there is any bigger obstacle to peace than the settlement activity that continues not only unabated but at an enhanced pace.²⁴

The policy described by Secretary Baker, on behalf of the Administration of President George H. W. Bush, has been, in essence, the policy of every American administration over the past quarter century.²⁵

Most other countries, including Turkey, Norway, and those of the European Union, have also been critical of Israeli settlement activity, in accordance with their views that such settlements are illegal under international law and not in compliance with previous agreements.

On each of our two visits to the region there were Israeli announcements regarding expansion of settlements, and it was almost always the first issue raised by Palestinians with whom we met. During our last visit, we observed the impact of 6,400 settlers on 140,000 Palestinians in Hebron²⁶ and 6,500 settlers on over 1,100,000 Palestinians in the Gaza Strip.²⁷ The GOI describes its policy as prohibiting new settlements but permitting expansion of existing settlements to accommodate "natural growth." Palestinians

contend that there is no distinction between "new" and "expanded" settlements; and that, except for a brief freeze during the tenure of Prime Minister Yitzak Rabin, there has been a continuing, aggressive effort by Israel to increase the number and size of settlements.

The subject has been widely discussed within Israel. The Ha'aretz English Language Edition editorial of April 10, 2001 stated:

A government which seeks to argue that its goal is to reach a solution to the conflict with the Palestinians through peaceful means, and is trying at this stage to bring an end to the violence and terrorism, must announce an end to construction in the settlements.²⁸

The circumstances in the region are much changed from those which existed nearly 20 years ago. Yet, President Reagan's words remain relevant: "The immediate adoption of a settlements freeze by Israel, more than any other action, could create the confidence needed..."

Beyond the obvious confidence-building qualities of a settlement freeze, we note that many of the confrontations during this conflict have occurred at points where Palestinians, settlers, and security forces protecting the settlers, meet. Keeping both the peace and these friction points will be very difficult.

Reducing Tension: We were told by both Palestinians and Israelis that emotions generated by the many recent deaths and funerals have fueled additional confrontations, and, in effect, maintained the cycle of violence. We cannot urge one side or the other to refrain from demonstrations. But both sides must make clear that violent demonstrations will not be tolerated. We can and do urge that both sides

exhibit a greater respect for human life when demonstrators confront security personnel. In addition, a renewed effort to stop the violence might feature, for a limited time, a "cooling off" period during which public demonstrations at or near friction points will be discouraged in order to break the cycle of violence. To the extent that demonstrations continue, we urge that demonstrators and security personnel keep their distance from one another to reduce the potential for lethal confrontation.

Actions and Responses: Members of the Committee staff witnessed an incident involving stone throwing in Ramallah from the perspectives, on the ground, of both sides. The people confronting one another were mostly young men. The absence of senior leadership on the IDF side was striking. Likewise, the absence of responsible security and other officials counseling restraint on the Palestinian side was obvious.

Concerning such confrontations, the GOI takes the position that "Israel is engaged in an armed conflict short of war. This is not a civilian disturbance or a demonstration or a riot. It is characterized by live-fire attacks on a significant scale [emphasis added] ... [T]he attacks are carried out by a well-armed and organized militia..."²⁹ Yet, the GOI acknowledges that of some 9,000 "attacks" by Palestinians against Israelis, "some 2,700 [about 30 percent] involved the use of automatic weapons, rifles, hand guns, grenades, [and] explosives of other kinds."³⁰

Thus, for the first three months of the current uprising, most incidents did not involve Palestinian use of firearms and explosives. B'Tselem reported that, "according to IDF figures, 73 percent of the incidents [from September 29 to December 2, 2000] did not

include Palestinian gunfire. Despite this, it was in these incidents that most of the Palestinians [were] killed and wounded. . ."31 Altogether, nearly 500 people were killed and over 10,000 injured over the past seven months; the overwhelming majority in both categories were Palestinian. Many of these deaths were avoidable, as were many Israeli deaths.

Israel's characterization of the conflict, as noted above, is overly broad, for it does not adequately describe the variety of incidents reported since late September 2000. Moreover, by thus defining the conflict, the IDF has suspended its policy of mandating investigations by the Department of Military Police Investigations whenever a Palestinian in the territories dies at the hands of an IDF soldier in an incident not involving terrorism. In the words of the GOI, "Where Israel considers that there is reason to investigate particular incidents, it does so, although, given the circumstances of armed conflict, it does not do so routinely."³² We believe, however, that by abandoning the blanket "armed conflict short of war" characterization and by re-instituting mandatory military police investigations, the GOI could help mitigate deadly violence and help rebuild mutual confidence. Notwithstanding the danger posed by stone-throwers, an effort should be made to differentiate between terrorism and protests.

Controversy has arisen between the parties over what Israel calls the "targeting of individual enemy combatants."³³ The PLO describes these actions as "extra-judicial executions,"³⁴ and claims that Israel has engaged in an "assassination policy" that is "in clear violation of Article 32 of the Fourth Geneva Convention... ."35 The GOI states that, "whatever action Israel has taken has been taken firmly within the

bounds of the relevant and accepted principles relating to the conduct of hostilities."36

With respect to demonstrations, the GOI has acknowledged "that individual instances of excessive response may have occurred. To a soldier or a unit coming under Palestinian attack, the equation is not that of the Israeli army versus some stone throwing Palestinian protesters. It is a personal equation."37

We understand this concern, particularly since rocks can maim or even kill. It is no easy matter for a few young soldiers, confronted by large numbers of hostile demonstrators, to make fine legal distinctions on the spot. Still, this "personal equation" must fit within an organizational ethic; in this case, The Ethical Code of the Israel Defense Forces, which states, in part:

The sanctity of human life in the eyes of the IDF servicemen will find expression in all of their actions, in deliberate and meticulous planning, in safe and intelligent training and in proper execution of their mission. In evaluating the risk to self and others, they will use the appropriate standards and will exercise constant care to limit injury to life to the extent required to accomplish the mission.38

Those required to respect the IDF ethical code are largely draftees, as the IDF is a conscript force. Active duty enlisted personnel, noncommissioned officers and junior officers -- the categories most likely to be present at friction points -- are young, often teenagers. Unless more senior career personnel or reservists are stationed at friction points, no IDF personnel present in these sensitive areas have experience to draw upon from previous violent Israeli-Palestinian confrontations. We think it is essential, especially in the context of

restoring confidence by minimizing deadly confrontations, that the IDF deploy more senior, experienced soldiers to these sensitive points.

There were incidents where IDF soldiers have used lethal force, including live ammunition and modified metal-cored rubber rounds, against unarmed demonstrators throwing stones.39 The IDF should adopt crowd-control tactics that minimize the potential for deaths and casualties, withdrawing metal-cored rubber rounds from general use and using instead rubber baton rounds without metal cores.

We are deeply concerned about the public safety implications of exchanges of fire between populated areas, in particular between Israeli settlements and neighboring Palestinian villages. Palestinian gunmen have directed small arms fire at Israeli settlements and at nearby IDF positions from within or adjacent to civilian dwellings in Palestinian areas, thus endangering innocent, Israeli and Palestinian civilians alike. We condemn the positioning of gunmen within or near civilian dwellings. The IDF often responds to such gunfire with heavy caliber weapons, sometimes resulting in deaths and injuries to innocent Palestinians. An IDF officer told us at the Ministry of Defense on March 23, 2001 that, "When shooting comes from a building we respond, and sometimes there are innocent people in the building." Obviously, innocent people are injured and killed during exchanges of this nature. We urge that such provocations cease and that the IDF exercise maximum restraint in its responses if they do occur. Inappropriate or excessive uses of force often lead to escalation.

We are aware of IDF sensitivities about these subjects. More than once we were asked: "What about Palestinian rules of engagement? What

about a Palestinian code of ethics for their military personnel?" These are valid questions.

On the Palestinian side there are disturbing ambiguities in the basic areas of responsibility and accountability. The lack of control exercised by the PA over its own security personnel and armed elements affiliated with the PA leadership is very troubling. We urge the PA to take all necessary steps to establish a clear and unchallenged chain of command for armed personnel operating under its authority. We recommend that the PA institute and enforce effective standards of conduct and accountability, both within the uniformed ranks and between the police and the civilian political leadership to which it reports.

Incitement: In their submissions and briefings to the Committee, both sides expressed concerns about hateful language and images emanating from the other, citing numerous examples of hostile sectarian and ethnic rhetoric in the Palestinian and Israeli media, in school curricula and in statements by religious leaders, politicians and others.

We call on the parties to renew their formal commitments to foster mutual understanding and tolerance and to abstain from incitement and hostile propaganda. We condemn hate language and incitement in all its forms. We suggest that the parties be particularly cautious about using words in a manner that suggests collective responsibility.

Economic and Social Impact of Violence: Further restrictions on the movement of people and goods have been imposed by Israel on the West Bank and the Gaza Strip. These closures take three forms: those which restrict movement between the Palestinian areas and Israel; those (including curfews) which restrict

movement within the Palestinian areas; and those which restrict movement from the Palestinian areas to foreign countries. These measures have disrupted the lives of hundreds of thousands of Palestinians; they have increased Palestinian unemployment to an estimated 40 percent, in part by preventing some 140,000 Palestinians from working in Israel; and have stripped away about one-third of the Palestinian gross domestic product. Moreover, the transfer of tax and customs duty revenues owed to the PA by Israel has been suspended, leading to a serious fiscal crisis in the PA.

Of particular concern to the PA has been the destruction by Israeli security forces and settlers of tens of thousands of olive and fruit trees and other agricultural property. The closures have had other adverse effects, such as preventing civilians from access to urgent medical treatment and preventing students from attending school.

The GOI maintains that these measures were taken in order to protect Israeli citizens from terrorism. Palestinians characterize these measures as "collective punishment." The GOI denies the allegation:

Israel has not taken measures that have had an economic impact simply for the sake of taking such measures or for reasons of harming the Palestinian economy. The measures have been taken for reasons of security. Thus, for example, the closure of the Palestinian territories was taken in order to prevent, or at least minimize the risks of, terrorist attacks. ... The Palestinian leadership has made no attempt to control this activity and bring it to an end.⁴⁰

Moreover, the GOI points out that violence in the last quarter of 2000 cost the Israeli

economy \$1.2 billion (USD), and that the loss continues at a rate of approximately \$150 million (USD) per month.⁴¹

We acknowledge Israel's security concerns. We believe, however, that the GOI should lift closures, transfer to the PA all revenues owed, and permit Palestinians who have been employed in Israel to return to their jobs. Closure policies play into the hands of extremists seeking to expand their constituencies and thereby contribute to escalation. The PA should resume cooperation with Israeli security agencies to ensure that Palestinian workers employed within Israel are fully vetted and free of connections to terrorists and terrorist organizations.

International development assistance has from the start been an integral part of the peace process, with an aim to strengthen the socio-economic foundations for peace. This assistance today is more important than ever. We urge the international community to sustain the development agenda of the peace process.

Holy Places: It is particularly regrettable that places such as the Temple Mount/Haram al-Sharif in Jerusalem, Joseph's Tomb in Nablus, and Rachel's Tomb in Bethlehem have been the scenes of violence, death and injury. These are places of peace, prayer and reflection which must be accessible to all believers.

Places deemed holy by Muslims, Jews, and Christians merit respect, protection and preservation. Agreements previously reached by the parties regarding holy places must be upheld. The GOI and the PA should create a joint initiative to defuse the sectarian aspect of their political dispute by preserving and protecting such places. Efforts to develop inter-faith dialogue should be encouraged.

International Force: One of the most controversial subjects raised during our inquiry was the issue of deploying an international force to the Palestinian areas. The PA is strongly in favor of having such a force to protect Palestinian civilians and their property from the IDF and from settlers. The GOI is just as adamantly opposed to an "international protection force," believing that it would prove unresponsive to Israeli security concerns and interfere with bilateral negotiations to settle the conflict.

We believe that to be effective such a force would need the support of both parties. We note that international forces deployed in this region have been or are in a position to fulfill their mandates and make a positive contribution only when they were deployed with the consent of all of the parties involved.

During our visit to Hebron, we were briefed by personnel of the Temporary International Presence in Hebron (TIPH), a presence to which both parties have agreed. The TIPH is charged with observing an explosive situation and writing reports on their observations. If the parties agree, as a confidence-building measure, to draw upon TIPH personnel to help them manage other friction points, we hope that TIPH contributors could accommodate such a request.

Cross-Community Initiatives: Many described to us the near absolute loss of trust. It was all the more inspiring, therefore, to find groups (such as the Parent's Circle and the Economic Cooperation Foundation) dedicated to cross-community understanding in spite of all that has happened. We commend them and their important work.

Regrettably, most of the work of this nature has

stopped during the current conflict. To help rebuild confidence, the GOI and PA should jointly endorse and support the work of Israeli and Palestinian non-governmental organizations (NGOs) already involved in confidence-building through initiatives linking both sides. It is important that the PA and GOI support cross-community organizations and initiatives, including the provision of humanitarian assistance to Palestinian villages by Israeli NGOs. Providing travel permits for participants is essential. Cooperation between the humanitarian organizations and the military/security services of the parties should be encouraged and institutionalized.

Such programs can help build, albeit slowly, constituencies for peace among Palestinians and Israelis and can provide safety nets during times of turbulence. Organizations involved in this work are vital for translating good intentions into positive actions.

RECONSTRUIRE LA CONFIANCE

La poignée de main historique entre le Président Arafat et le regretté Premier Ministre Rabin à la Maison Blanche en septembre 1993 symbolisait l'attente des deux parties que la porte du règlement pacifique des différends avait été ouverte. Malgré la violence actuelle et la perte de confiance mutuelle, les deux communautés ont exprimé à plusieurs reprises leur désir de paix. Canaliser ce désir vers un progrès substantiel s'est avéré difficile. Le rétablissement de la confiance est essentiel et les parties devraient prendre des mesures positives à cette fin. Étant donné le niveau élevé d'hostilité et de méfiance, le calendrier et la séquence de ces étapes sont évidemment cruciaux. Cela ne peut être décidé que par les parties. Nous les exhortons à commencer le processus de décision immédiatement.

Terrorisme: Dans le Mémoire de Charm el-Cheikh de septembre 1999, les parties se sont engagées à prendre des mesures contre "toute menace ou acte de terrorisme, de violence ou d'incitation". Bien que les trois catégories d'hostilités soient répréhensibles, ce n'est pas par hasard que le «terrorisme» a été placé en tête de liste.

Le terrorisme consiste à tuer et blesser délibérément des non-combattants choisis au hasard à des fins politiques. Il cherche à promouvoir un résultat politique en répandant la terreur et la démoralisation au sein d'une population. C'est immoral et finalement autodestructeur. Nous le condamnons et nous exhortons les parties à coordonner leurs efforts de sécurité pour l'éliminer. Dans ses soumissions et ses briefings officiels, le gouvernement israélien a accusé l'AP de

soutenir le terrorisme en libérant des terroristes incarcérés, en permettant au personnel de sécurité de l'AP de soutenir et, dans certains cas, de mener des opérations terroristes et en mettant fin à la coopération sécuritaire avec les pouvoirs publics israéliens. les accusations. Mais les Israéliens sont d'avis que les dirigeants de l'Autorité palestinienne n'ont fait aucun effort réel au cours des sept derniers mois pour empêcher le terrorisme anti-israélien. La croyance est, en soi, un obstacle majeur à la reconstruction de la confiance.

Nous croyons que l'AP a la responsabilité d'aider à rétablir la confiance en faisant comprendre aux deux communautés que le terrorisme est répréhensible et inacceptable, et en prenant toutes les mesures pour prévenir les opérations terroristes et punir les auteurs. Cet effort devrait inclure des mesures immédiates pour appréhender et incarcérer des terroristes opérant dans la juridiction de l'AP.

Règlements: Le gouvernement israélien a également la responsabilité d'aider à rétablir la confiance. La cessation de la violence entre Palestiniens et Israéliens sera particulièrement difficile à maintenir à moins que les pouvoirs publics israéliens gèlent toutes les activités de construction de colonies. Le gouvernement israélien devrait également examiner soigneusement si les colonies qui sont des points focaux pour les frictions substantielles sont des palliers de négociation précieux pour de futures négociations ou des provocations susceptibles d'empêcher l'ouverture de négociations productives.

La question est, bien sûr, controversée. Beaucoup d'Israéliens considéreront notre recommandation comme une évidence et la soutiendront. Beaucoup s'y opposeront. Mais les activités de peuplement ne doivent pas

permettre de saper le retour au calme et la reprise des négociations. Pendant le demi-siècle de son existence, Israël a eu le soutien fort des États-Unis. Dans les forums internationaux, les États-Unis ont parfois prononcé le seul vote en faveur d'Israël. Pourtant, même dans une relation aussi étroite, il existe certaines différences. L'opposition de longue date du gouvernement américain aux politiques et pratiques du gouvernement d'Israël concernant les colonies de peuplement est l'une de ces différences. Comme le Secrétaire d'État de l'époque, James A. Baker, l'a commenté le 22 mai 1991:

Chaque fois que je suis allé en Israël dans le cadre du processus de paix, lors de chacun de mes quatre voyages, j'ai été informé de l'annonce de nouvelles activités de colonisation. Cela viole la politique des États-Unis. C'est la première chose que les Arabes - gouvernements arabes, la première chose que les Palestiniens dans les territoires - dont la situation est vraiment désespérée - la première chose qu'ils soulèvent quand nous leur parlons. Je ne pense pas qu'il y ait un plus grand obstacle à la paix que l'activité de peuplement qui continue non seulement sans relâche, mais à un rythme accéléré.²⁴

La politique décrite par le secrétaire Baker, au nom de l'administration du président George W. Bush, a été, par essence, la politique de toutes les administrations américaines au cours du dernier quart de siècle²⁵.

La plupart des autres pays, y compris la Turquie, la Norvège et l'Union européenne, ont également critiqué l'activité de colonisation israélienne, conformément à leurs vues selon lesquelles de tels règlements sont illégaux en vertu du droit international et non conformes aux accords précédents.

Lors de chacune de nos deux visites dans la région, il y a eu des annonces israéliennes concernant l'expansion des colonies, et c'était presque toujours la première question soulevée par les Palestiniens avec qui nous nous sommes rencontrés. Lors de notre dernière visite, nous avons observé l'impact de 6 400 colons sur 140 000 Palestiniens à Hébron²⁶ et de 6 500 colons sur plus de 1 100 000 Palestiniens dans la bande de Gaza.²⁷ Le gouvernement israélien décrit sa politique comme interdisant de nouvelles implantations mais permettant l'expansion des colonies existantes.

Les Palestiniens soutiennent qu'il n'y a pas de distinction entre les colonies «nouvelles» et «étendues»; et qu'à l'exception d'un bref gel pendant la durée du mandat du Premier ministre Yitzak Rabin, il y a eu un effort continu et agressif de la part d'Israël pour augmenter le nombre et la taille des colonies.

Le sujet a été largement discuté en Israël. L'éditorial de Ha'aretz English Language Edition du 10 avril 2001 disait:

" Un gouvernement qui cherche à faire valoir que son objectif est de trouver une solution au conflit avec les Palestiniens par des moyens pacifiques et qui tente à ce stade de mettre fin à la violence et au terrorisme, doit annoncer la fin de la construction dans les colonies.²⁸ Les circonstances dans la région ont beaucoup changé par rapport à celles qui existaient il y a près de 20 ans. Pourtant, les mots du président Reagan restent pertinents: "L'adoption immédiate d'un gel des colonies par Israël, plus que toute autre action, pourrait créer la confiance nécessaire ..."

Au-delà des qualités évidentes de renforcement de la confiance d'un gel des implantations, nous notons que de nombreuses confrontations au

cours de ce conflit se sont produites à des endroits où Palestiniens, colons et forces de sécurité protégeant les colons se rencontrent. Garder la paix et ces points de friction sera très difficile.

Réduire la tension: des Palestiniens et des Israéliens nous ont dit que les émotions générées par les nombreux décès et funérailles récents ont alimenté d'autres affrontements et, en fait, maintenu le cycle de la violence. Nous ne pouvons pas inciter l'une ou l'autre partie à s'abstenir de manifester. Mais les deux parties doivent préciser que les manifestations violentes ne seront pas tolérées. Nous pouvons et nous demandons que les deux parties fassent preuve d'un plus grand respect pour la vie humaine lorsque les manifestants affrontent le personnel de sécurité. En outre, un effort renouvelé pour mettre un terme à la violence pourrait comporter, pour une durée limitée, une période de "repos" durant laquelle des manifestations publiques à des points de friction ou à proximité seront découragées afin de rompre le cycle de la violence. Dans la mesure où les manifestations se poursuivent, nous exhortons les manifestants et le personnel de sécurité à garder leurs distances les uns des autres afin de réduire le risque de confrontation mortelle.

Actions et réponses: Les membres du personnel du Comité ont été témoins d'un incident impliquant des jets de pierres à Ramallah, selon les perspectives, sur le terrain, des deux côtés. Les gens qui se confrontaient étaient pour la plupart des jeunes hommes. L'absence de hauts responsables du côté des FDI était frappante. De même, l'absence de sécurité responsable et d'autres fonctionnaires conseillant la retenue du côté palestinien était évidente. En ce qui concerne de telles confrontations, les

pouvoirs publics israéliens estiment qu'Israël est engagé dans un conflit armé qui n'est pas un conflit civil, une manifestation ou une émeute et qui est caractérisé par des attaques de vive envergure à grande échelle.] ... [L]es attaques sont menées par une milice bien armée et bien organisée ... "29

Pourtant, le gouvernement israélien reconnaît que sur 9 000 "attaques de Palestiniens contre des Israéliens," environ 2 700 [environ 30%] incluaient l'utilisation d'armes automatiques, de fusils, d'armes à feu, de grenades et [d'explosifs] d'autres types. »30

Ainsi, durant les trois premiers mois du soulèvement actuel, la plupart des incidents n'impliquaient pas l'utilisation d'armes à feu et d'explosifs par les Palestiniens. B'Tselem a rapporté que "selon les chiffres de Tsahal, 73% des incidents [du 29 septembre au 2 décembre 2000] n'incluaient pas de tirs palestiniens."

Malgré cela, c'est dans ces incidents que la plupart des Palestiniens ont été tués. et blessés ... »31

Au total, près de 500 personnes ont été tuées et plus de 10 000 blessées au cours des sept derniers mois; l'écrasante majorité dans les deux catégories étaient palestiniennes. Beaucoup de ces décès étaient évitables, tout comme de nombreux décès israéliens.

Comme on l'a vu plus haut, la caractérisation israélienne du conflit est trop large, car elle ne décrit pas adéquatement la variété des incidents signalés depuis la fin septembre 2000. De plus, en définissant ainsi le conflit, Tsahal a suspendu sa politique de mandater le département des enquêtes de la police militaire chaque fois qu'un Palestinien dans les territoires meurt aux mains d'un soldat de

Tsahal dans un incident n'impliquant pas le terrorisme.

Pour reprendre les mots du gouvernement israélien, «lorsqu'Israël considère qu'il y a lieu d'enquêter sur des incidents particuliers, il le fait, même si, compte tenu des circonstances des conflits armés, il ne le fait pas systématiquement³².»

Nous croyons cependant qu'en abandonnant la caractérisation générale du «conflit armé en temps de guerre» et la réintroduction d'enquêtes obligatoires de la police militaire, les pouvoirs publics israéliens pourraient contribuer à atténuer la violence meurtrière et aider à rétablir la confiance mutuelle. Malgré le danger que représentent les lanceurs de pierres, un effort devrait être fait pour différencier le terrorisme des manifestations.

La controverse a surgi entre les parties sur ce qu'Israël appelle le "ciblage des combattants ennemis individuels" .³³ L'OLP décrit ces actions comme des "exécutions extrajudiciaires"³⁴ et affirme qu'Israël s'est engagé dans une "politique d'assassinat" qui est "en cours". violation manifeste de l'article 32 de la Quatrième Convention de Genève ... ». ³⁵ Les pouvoirs publics israéliens déclarent que« toutes les mesures prises par Israël ont été prises dans le respect des principes pertinents et acceptés relatifs à la conduite des hostilités³⁶».

En ce qui concerne les manifestations, le gouvernement israélien a reconnu que «des cas isolés de réponse excessive ont pu se produire: pour un soldat ou une unité subissant une attaque palestinienne, l'équation n'est pas celle de l'armée israélienne contre une pierre jetant des manifestants palestiniens. équation personnelle. "³⁷

Nous comprenons cette préoccupation, d'autant plus que les roches peuvent mutiler ou même tuer. Il n'est pas facile à quelques jeunes soldats, confrontés à un grand nombre de manifestants hostiles, de faire sur place des distinctions juridiques. Cependant, cette «équation personnelle» doit s'inscrire dans une éthique organisationnelle; dans ce cas, le Code d'éthique des Forces de défense israéliennes, qui stipule, en partie:

« Le caractère sacré de la vie humaine aux yeux des militaires de Tsahal s'exprimera dans toutes leurs actions, dans une planification délibérée et méticuleuse, dans une formation sûre et intelligente et dans la bonne exécution de leur mission. En évaluant le risque pour soi-même et les autres, ils utiliseront les normes appropriées et prendront soin de limiter les blessures à la vie dans la mesure requise pour accomplir la mission. » ³⁸

Ceux qui sont tenus de respecter le code d'éthique de la FID sont en grande partie des recrues, car l'armée est une force de conscription. Le personnel en service actif, les sous-officiers et les officiers subalternes - les catégories les plus susceptibles d'être présentes aux points de friction - sont jeunes, souvent des adolescents. À moins qu'un plus grand nombre de cadres de carrière ou de réservistes ne soient stationnés à des points de friction, aucun membre des FDI présent dans ces zones sensibles n'a d'expérience à tirer des violentes confrontations israélo-palestiniennes.

Nous pensons qu'il est essentiel, surtout dans le contexte de la restauration de la confiance en minimisant les affrontements meurtriers, que les FDI déploient des soldats plus chevronnés et expérimentés sur ces points sensibles.

Il y a eu des incidents où des soldats de Tsahal

ont utilisé une force meurtrière, notamment des munitions réelles et des obus en métal modifiés, contre des manifestants non armés qui lancent des pierres.³⁹ Les FDI devraient adopter des tactiques de contrôle des foules minimisant les risques de morts et de blessés. rondes en caoutchouc d'utilisation générale et en utilisant à la place des rondelles de caoutchouc sans noyaux métalliques.

Nous sommes profondément préoccupés par les conséquences sur la sécurité publique des échanges de feu entre zones peuplées, en particulier entre les colonies israéliennes et les villages palestiniens voisins. Des tireurs palestiniens ont dirigé des tirs d'armes légères sur les colonies israéliennes et sur des positions proches des FDI à l'intérieur ou à proximité d'habitations civiles dans des zones palestiniennes, mettant ainsi en danger des civils innocents, israéliens et palestiniens. Nous condamnons le positionnement d'hommes armés à l'intérieur ou à proximité des habitations civiles. Les FDI réagissent souvent à de tels tirs avec des armes de gros calibre, entraînant parfois des morts et des blessés parmi les Palestiniens innocents. Un officier de Tsahal nous a dit au ministère de la Défense, le 23 mars 2001, que «lorsque le tir provient d'un bâtiment, nous répondons, et parfois il y a des personnes innocentes dans le bâtiment». De toute évidence, des personnes innocentes sont blessées et tuées lors d'échanges de cette nature. Nous demandons instamment que ces provocations cessent et que Tsahal fasse preuve de la plus grande retenue dans ses réponses si elles se produisent. Les utilisations inappropriées ou excessives de la force conduisent souvent à une escalade.

Nous sommes conscients des sensibilités de la FID à propos de ces sujets. Plus d'une fois, on

nous a demandé: «Qu'en est-il des règles d'engagement palestiniennes et du code d'éthique palestinien pour leur personnel militaire? Ce sont des questions valables.

Du côté palestinien, il existe des ambiguïtés troublantes dans les domaines fondamentaux de la responsabilité et de la responsabilité. Le manque de contrôle exercé par l'AP sur son propre personnel de sécurité et les éléments armés affiliés à la direction de l'AP est très troublant. Nous exhortons l'AP à prendre toutes les mesures nécessaires pour établir une chaîne de commandement claire et incontestée pour le personnel armé opérant sous son autorité. Nous recommandons que l'AP établisse et applique des normes de conduite et de reddition de comptes efficaces, tant au sein des rangs en uniforme qu'entre la police et la direction politique civile à laquelle elle fait rapport.

Incitation: Dans leurs doléances au Comité et lors des briefings, les deux parties ont exprimé leurs inquiétudes concernant le langage haineux et les images émanant de l'autre, citant de nombreux exemples de sectaires hostiles et de rhétorique ethnique dans les médias palestiniens et israéliens, dans les programmes scolaires et dans les déclarations des chefs religieux, politiciens et autres.

Nous appelons les parties à renouveler leurs engagements formels pour favoriser la compréhension mutuelle et la tolérance et à s'abstenir d'incitation et de propagande hostile.

Nous condamnons le langage de la haine et l'incitation sous toutes ses formes. Nous suggérons que les parties soient particulièrement prudentes quant à l'utilisation de mots d'une manière qui suggère une

responsabilité collective.

Impact économique et social de la violence:

D'autres restrictions sur la circulation des personnes et des biens ont été imposées par Israël en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Ces fermetures prennent trois formes: celles qui restreignent le mouvement entre les zones palestiniennes et Israël; ceux (y compris les couvre-feux) qui limitent le mouvement dans les zones palestiniennes; et ceux qui limitent le mouvement des zones palestiniennes vers les pays étrangers. Ces mesures ont perturbé la vie de centaines de milliers de Palestiniens; ils ont augmenté le chômage palestinien à environ 40%, en partie en empêchant quelque 140 000 Palestiniens de travailler en Israël; et ont dépouillé environ un tiers du produit intérieur brut palestinien. En outre, le transfert des recettes fiscales et douanières dues à Israël par l'Autorité palestinienne a été suspendu, ce qui a entraîné une grave crise budgétaire au sein de l'Autorité palestinienne.

L'AP a été particulièrement préoccupée par la destruction par les forces de sécurité israéliennes et les colons de dizaines de milliers d'oliviers et d'arbres fruitiers et d'autres biens agricoles. Les fermetures ont eu d'autres effets négatifs, tels que la prévention de l'accès des civils aux soins médicaux d'urgence et la prévention de la fréquentation scolaire.

Les pouvoirs publics israéliens soutiennent que ces mesures ont été prises pour protéger les citoyens israéliens contre le terrorisme. Les Palestiniens qualifient ces mesures de «punition collective».

Le gouvernement d'Israël nie l'allégation:

Israël n'a pas pris de mesures qui ont eu un impact économique simplement pour prendre

de telles mesures ou pour nuire à l'économie palestinienne. Les mesures ont été prises pour des raisons de sécurité. Ainsi, par exemple, la fermeture des territoires palestiniens a été prise afin de prévenir, ou au moins de minimiser les risques, des attaques terroristes. ... Les dirigeants palestiniens n'ont fait aucun effort pour contrôler cette activité et y mettre un terme.⁴⁰

En outre, le gouvernement israélien souligne que la violence au cours du dernier trimestre de 2000 a coûté 1,2 milliard de dollars à l'économie israélienne et que la perte se poursuit à un rythme d'environ 150 millions de dollars par mois.⁴¹

Nous reconnaissons les préoccupations de sécurité d'Israël. Nous pensons cependant que les pouvoirs publics israéliens devraient lever les bouclages, transférer à l'Autorité palestinienne tous les revenus dus et permettre aux Palestiniens qui ont été employés en Israël de retourner à leur travail. Les politiques de fermeture font le jeu des extrémistes qui cherchent à élargir leurs circonscriptions et contribuent ainsi à l'escalade. L'Autorité Palestinienne devrait reprendre la coopération avec les agences de sécurité israéliennes pour s'assurer que les travailleurs palestiniens employés en Israël sont entièrement contrôlés et libres de tout contact avec les terroristes et les organisations terroristes.

Dès le début, l'aide internationale au développement a fait partie intégrante du processus de paix, dans le but de renforcer les fondements socio-économiques de la paix. Cette aide aujourd'hui est plus importante que jamais. Nous exhortons la communauté internationale à soutenir le programme de développement du processus de paix. Lieux saints: Il est particulièrement regrettable

que des lieux tels que le mont du Temple / Haram al-Sharif à Jérusalem, le tombeau de Joseph à Naplouse et le tombeau de Rachel à Bethléem aient été des scènes de violence, de mort et de blessures. Ce sont des lieux de paix, de prière et de réflexion qui doivent être accessibles à tous les croyants.

Les lieux jugés sacrés par les musulmans, les juifs et les chrétiens méritent le respect, la protection et la préservation. Les accords précédemment conclus par les parties concernant les lieux saints doivent être respectés. Les pouvoirs publics israéliens et l'Autorité palestinienne devraient créer une initiative conjointe pour désamorcer l'aspect sectaire de leur différend politique en préservant et en protégeant ces lieux. Les efforts pour développer le dialogue interconfessionnel devraient être encouragés.

Force internationale: L'un des sujets les plus controversés soulevés lors de notre enquête a été la question du déploiement d'une force internationale dans les zones palestiniennes. L'Autorité Palestinienne est fortement en faveur d'avoir une telle force pour protéger les civils palestiniens et leurs biens des FDI et des colons. Les pouvoirs publics israéliens sont tout aussi catégoriquement opposés à une «force de protection internationale», estimant que cela ne répondrait pas aux préoccupations sécuritaires israéliennes et entraverait les négociations bilatérales pour régler le conflit.

Nous croyons que pour être efficace, une telle force aurait besoin de l'appui des deux parties. Nous notons que les forces internationales déployées dans cette région ont été ou sont en mesure de remplir leur mandat et d'apporter une contribution positive uniquement lorsqu'elles ont été déployées avec le consentement de toutes les parties concernées.

Au cours de notre visite à Hébron, nous avons été briefés par le personnel de la Présence Internationale Temporaire à Hébron (TIPH), une présence à laquelle les deux parties ont consenti. Le TIPH est chargé d'observer une situation explosive et d'écrire des rapports sur leurs observations. Si les parties acceptent, comme mesure de confiance, de faire appel au personnel de la TIPH pour les aider à gérer d'autres points de friction, nous espérons que les contributeurs de la TIPH pourront répondre à une telle demande.

Initiatives intercommunautaires: Plusieurs personnes nous ont décrit la perte quasi absolue de confiance. Il était donc d'autant plus inspirant de trouver des groupes (tels que le Cercle des parents et la Fondation de coopération économique) dédiés à la compréhension intercommunautaire malgré tout ce qui s'est passé. Nous les félicitons pour leur travail important.

Malheureusement, la plupart des travaux de cette nature ont cessé pendant le conflit actuel. Pour aider à rétablir la confiance, les pouvoirs publics israéliens et l'Autorité palestinienne devraient approuver et soutenir conjointement le travail des organisations non gouvernementales (ONG) israéliennes et palestiniennes déjà engagées dans la création de la confiance grâce à des initiatives liant les deux parties. Il est important que l'Autorité Palestinienne et les pouvoirs publics israéliens soutiennent les organisations et initiatives intercommunautaires, y compris la fourniture d'une assistance humanitaire aux villages palestiniens par des ONG israéliennes. Fournir des permis de voyage pour les participants est essentiel. La coopération entre les organisations humanitaires et les services militaires / de

sécurité des parties devrait être encouragée et institutionnalisée.

De tels programmes peuvent aider à construire, quoique lentement, des bases pour la paix entre Palestiniens et Israéliens et peuvent fournir des filets de sécurité en période de turbulence. Les organisations impliquées dans ce travail sont essentielles pour traduire les bonnes intentions en actions positives.

RESUME NEGOTIATIONS

Israeli leaders do not wish to be perceived as "rewarding violence." Palestinian leaders do not wish to be perceived as "rewarding occupation." We appreciate the political constraints on leaders of both sides. Nevertheless, if the cycle of violence is to be broken and the search for peace resumed, there needs to be a new bilateral relationship incorporating both security cooperation and negotiations.

We cannot prescribe to the parties how best to pursue their political objectives. Yet the construction of a new bilateral relationship solidifying and transcending an agreed cessation of violence requires intelligent risk-taking. It requires, in the first instance, that each party again be willing to regard the other as a partner. Partnership, in turn, requires at this juncture something more than was agreed in the Declaration of Principles and in subsequent agreements. Instead of declaring the peace process to be "dead," the parties should determine how they will conclude their common journey along their agreed "road map," a journey which began in Madrid and continued -- in spite of problems -- until very recently.

To define a starting point is for the parties to decide. Both parties have stated that they remain committed to their mutual agreements and undertakings. It is time to explore further implementation. The parties should declare their intention to meet on this basis, in order to resume full and meaningful negotiations, in the spirit of their undertakings at Sharm el-Sheikh in 1999 and 2000.

REPRISE DES NÉGOCIATIONS

Les dirigeants israéliens ne souhaitent pas être perçus comme une «violence gratifiante». Les dirigeants palestiniens ne souhaitent pas être perçus comme une «occupation enrichissante». Nous apprécions les contraintes politiques sur les dirigeants des deux côtés. Néanmoins, pour que le cycle de la violence soit rompu et que la recherche de la paix reprenne, il faut une nouvelle relation bilatérale intégrant à la fois la coopération en matière de sécurité et les négociations.

Nous ne pouvons pas prescrire aux parties la meilleure façon de poursuivre leurs objectifs politiques. Pourtant, la construction d'une nouvelle relation bilatérale solidifiant et transcendant une cessation concertée de violence exige une prise de risque intelligente.

Il faut, en premier lieu, que chaque partie soit de nouveau disposée à considérer l'autre comme un partenaire.

Le partenariat, à son tour, exige à ce stade quelque chose de plus que ce qui avait été convenu dans la Déclaration de principes et dans les accords ultérieurs.

Au lieu de déclarer le processus de paix «mort», les parties devraient déterminer comment elles vont conclure leur voyage commun le long de leur «feuille de route», un voyage qui a commencé à Madrid et s'est poursuivi - malgré les problèmes - jusqu'à très récemment.

Pour définir un point de départ, les parties doivent décider. Les deux parties ont déclaré qu'elles restaient attachées à leurs accords et engagements mutuels. Il est temps d'explorer davantage la mise en œuvre. Les parties devraient déclarer leur intention de se réunir sur cette base, afin de reprendre des négociations pleines et utiles, dans l'esprit de leurs engagements à Charm el-Cheikh en 1999 et 2000.

Neither side will be able to achieve its principal objectives unilaterally or without political risk. We know how hard it is for leaders to act -- especially if the action can be characterized by political opponents as a concession -- without getting something in return. The PA must -- as it has at previous critical junctures -- take steps to reassure Israel on security matters. The GOI must -- as it has in the past -- take steps to reassure the PA on political matters. Israelis and Palestinians should avoid, in their own actions and attitudes, giving extremists, common criminals and revenge seekers the final say in defining their joint future. This will not be easy if deadly incidents occur in spite of effective cooperation. Notwithstanding the daunting difficulties, the very foundation of the trust required to re-establish a functioning partnership consists of each side making such strategic reassurances to the other.

Aucune des deux parties ne pourra atteindre ses objectifs principaux unilatéralement ou sans risque politique. Nous savons combien il est difficile pour les dirigeants d'agir - surtout si l'action peut être qualifiée de concession par les opposants politiques - sans obtenir quelque chose en retour.

L'Autorité palestinienne doit - comme elle l'a fait lors de jonctions critiques précédentes - prendre des mesures pour rassurer Israël sur les questions de sécurité. Les pouvoirs publics israéliens doivent, comme par le passé, prendre des mesures pour rassurer l'Autorité palestinienne sur les questions politiques. Les Israéliens et les Palestiniens devraient éviter, dans leurs propres actions et attitudes, de donner aux extrémistes, aux criminels de droit commun et aux revendicateurs de vengeance le dernier mot dans la définition de leur avenir commun.

Cela ne sera pas facile si des incidents meurtriers se produisent malgré une coopération efficace. Malgré les difficultés redoutables, le fondement même de la confiance requise pour rétablir un partenariat fonctionnel consiste pour chaque partie à faire de telles assurances stratégiques à l'autre.

RECOMMENDATIONS

The GOI and the PA must act swiftly and decisively to halt the violence. Their immediate objectives then should be to rebuild confidence and resume negotiations. What we are asking is not easy. Palestinians and Israelis - not just their leaders, but two publics at large - have lost confidence in one another. We are asking political leaders to do, for the sake of their people, the politically difficult: to lead without knowing how many will follow.

During this mission our aim has been to fulfill the mandate agreed at Sharm el-Sheikh. We value the support given our work by the participants at the summit, and we commend the parties for their cooperation. Our principal recommendation is that they recommit themselves to the Sharm el-Sheikh spirit, and that they implement the decisions made there in 1999 and 2000. We believe that the summit participants will support bold action by the parties to achieve these objectives.

RECOMMANDATIONS

Les pouvoirs publics israéliens et l'Autorité palestinienne doivent agir rapidement et de manière décisive pour mettre un terme à la violence. Leurs objectifs immédiats devraient alors être de rétablir la confiance et de reprendre les négociations. Ce que nous demandons n'est pas facile.

Les Palestiniens et les Israéliens - et pas seulement leurs dirigeants, mais plus généralement les deux peuples - ont perdu confiance les uns dans les autres. Nous demandons aux dirigeants politiques de faire, pour le bien de leur peuple, le plus difficile sur le plan politique: diriger sans savoir combien suivront.

Au cours de cette mission, notre objectif a été de remplir le mandat convenu à Charm el-Cheikh. Nous apprécions le soutien apporté à notre travail par les participants au sommet, et nous félicitons les parties pour leur coopération.

Notre principale recommandation est de renouveler notre engagement envers l'esprit de Charm el-Cheikh et de mettre en œuvre les décisions prises en 1999 et en 2000.

Nous pensons que les participants au sommet appuieront une action audacieuse des parties pour atteindre ces objectifs.

END THE VIOLENCE

* The GOI and the PA should reaffirm their commitment to existing agreements and undertakings and should immediately implement an unconditional cessation of violence.

Anything less than a complete effort by both parties to end the violence will render the effort itself ineffective, and will likely be interpreted by the other side as evidence of hostile intent.

* The GOI and PA should immediately resume security cooperation.

Effective bilateral cooperation aimed at preventing violence will encourage the resumption of negotiations. We are particularly concerned that, absent effective, transparent security cooperation, terrorism and other acts of violence will continue and may be seen as officially sanctioned whether they are or not. The parties should consider widening the scope of security cooperation to reflect the priorities of both communities and to seek acceptance for these efforts from those communities.

We acknowledge the PA's position that security cooperation presents a political difficulty absent a suitable political context, i.e., the relaxation of stringent Israeli security measures combined with ongoing, fruitful negotiations. We also acknowledge the PA's fear that, with security cooperation in hand, the GOI may not be disposed to deal forthrightly with Palestinian political concerns. We believe that security cooperation cannot long be sustained if meaningful negotiations are unreasonably deferred, if security measures "on the ground" are seen as hostile, or if steps are taken that are perceived as provocative or as prejudicing the outcome of negotiations.

FIN DE LA VIOLENCE

* Les pouvoirs publics israéliens et l'Autorité palestinienne devraient réaffirmer leur attachement aux accords et engagements existants et devraient immédiatement mettre en œuvre une cessation inconditionnelle de la violence.

Il est nécessaire qu'un effort complet des deux parties soit effectué pour mettre fin à la violence rendra l'effort lui-même inefficace, et sera probablement interprété par l'autre partie comme une preuve d'intention hostile.

* Les pouvoirs publics israéliens et l'Autorité palestinienne devraient reprendre immédiatement la coopération en matière de sécurité.

Une coopération bilatérale efficace visant à prévenir la violence encouragera la reprise des négociations. Nous sommes particulièrement préoccupés par le fait qu'en l'absence d'une coopération efficace et transparente en matière de sécurité, le terrorisme et les autres actes de violence continueront et pourront être considérés comme officiellement sanctionnés, qu'ils le soient ou non. Les parties devraient envisager d'élargir la portée de la coopération en matière de sécurité afin de refléter les priorités des deux communautés et de faire accepter ces efforts par ces communautés.

Nous reconnaissons la position de l'Autorité palestinienne selon laquelle la coopération en matière de sécurité présente des difficultés politiques en l'absence d'un contexte politique approprié, à savoir l'assouplissement des mesures de sécurité israéliennes strictes et des négociations fructueuses et continues. Nous reconnaissons également la crainte de l'Autorité palestinienne que, avec la coopération en matière de sécurité en main, les pouvoirs publics israéliens ne soient pas disposés à traiter directement avec les préoccupations politiques palestiniennes. Nous estimons que la coopération en matière de sécurité ne peut durer longtemps si des négociations sérieuses sont reportées de manière déraisonnable, si les mesures de sécurité sur le terrain sont considérées comme hostiles ou si des mesures sont perçues comme provocatrices ou préjudiciables à l'issue des négociations.

REBUILD CONFIDENCE (trad p.43)

* The PA and GOI should work together to establish a meaningful "cooling off period" and implement additional confidence building measures, some of which were proposed in the October 2000 Sharm el-Sheikh Statement and some of which were offered by the U.S. on January 7, 2001 in Cairo.

* The PA and GOI should resume their efforts to identify, condemn and discourage incitement in all its forms.

* The PA should make clear through concrete action to Palestinians and Israelis alike that terrorism is reprehensible and unacceptable, and that the PA will make a 100 percent effort to prevent terrorist operations and to punish perpetrators. This effort should include immediate steps to apprehend and incarcerate terrorists operating within the PA's jurisdiction.

* The GOI should freeze all settlement activity, including the "natural growth" of existing settlements.

The kind of security cooperation desired by the GOI cannot for long co-exist with settlement activity described very recently by the European Union as causing "great concern" and by the U.S. as "provocative."

* The GOI should give careful consideration to whether settlements which are focal points for substantial friction are valuable bargaining chips for future negotiations or provocations likely to preclude the onset of productive talks.

* The GOI may wish to make it clear to the PA that a future peace would pose no threat to the territorial contiguity of a Palestinian State to be established in the West Bank and the Gaza Strip.

* The IDF should consider withdrawing to positions held before September 28, 2000 which will reduce the number of friction points and the potential for violent confrontations.

* The GOI should ensure that the IDF adopt and enforce policies and procedures encouraging non-lethal responses to unarmed demonstrators, with a view to minimizing casualties and friction between the two communities. The IDF should:

* Re-institute, as a matter of course, military police investigations into Palestinian deaths resulting from IDF actions in the Palestinian territories in incidents not involving terrorism. The IDF should abandon the blanket characterization of the current uprising as "an armed conflict short of war," which fails to discriminate between terrorism and protest.

* Adopt tactics of crowd-control that minimize the potential for deaths and casualties, including the withdrawal of metal-cored rubber rounds from general use.

* Ensure that experienced, seasoned personnel are present for duty at all times at known friction points.

* Ensure that the stated values and standard operating procedures of the IDF effectively instill the duty of caring for Palestinians in the West Bank and Gaza Strip as well as Israelis living there, consistent with The Ethical Code of The IDF.

* The GOI should lift closures, transfer to the PA all tax revenues owed, and permit Palestinians who had been employed in Israel to return to their jobs; and should ensure that security forces and settlers refrain from the destruction of homes and roads, as well as trees and other agricultural property in Palestinian

areas. We acknowledge the GOI's position that actions of this nature have been taken for security reasons. Nevertheless, their economic effects will persist for years.

* The PA should renew cooperation with Israeli security agencies to ensure, to the maximum extent possible, that Palestinian workers employed within Israel are fully vetted and free of connections to organizations and individuals engaged in terrorism.

* The PA should prevent gunmen from using Palestinian populated areas to fire upon Israeli populated areas and IDF positions. This tactic places civilians on both sides at unnecessary risk.

* The GOI and IDF should adopt and enforce policies and procedures designed to ensure that the response to any gunfire emanating from Palestinian populated areas minimizes the danger to the lives and property of Palestinian civilians, bearing in mind that it is probably the objective of gunmen to elicit an excessive IDF response.

* The GOI should take all necessary steps to prevent acts of violence by settlers.

* The parties should abide by the provisions of the Wye River Agreement prohibiting illegal weapons.

* The PA should take all necessary steps to establish a clear and unchallenged chain of command for armed personnel operating under its authority.

* The PA should institute and enforce effective standards of conduct and accountability, both within the uniformed ranks and between the police and the civilian political leadership to which it reports.

* The PA and GOI should consider a joint undertaking to preserve and protect holy places sacred to the traditions of Muslims, Jews, and Christians. An initiative of this nature might help to reverse a disturbing trend: the increasing use of religious themes to encourage and justify violence.

* The GOI and PA should jointly endorse and support the work of Palestinian and Israeli non-governmental organizations (NGOs) involved in cross-community initiatives linking the two peoples. It is important that these activities, including the provision of humanitarian aid to Palestinian villages by Israeli NGOs, receive the full backing of both parties.

RECONSTRUIRE LA CONFIANCE

* L'AP et les pouvoirs publics israéliens devraient travailler ensemble pour établir une période de réflexion significative et mettre en œuvre des mesures de confiance supplémentaires, dont certaines ont été proposées dans la Déclaration de Charm el-Cheikh d'octobre 2000 et , 2001 au Caire.

* L'AP et les pouvoirs publics israéliens devraient reprendre leurs efforts pour identifier, condamner et décourager l'incitation sous toutes ses formes.

* L'Autorité Palestinienne devrait clarifier par des actions concrètes aux Palestiniens et aux Israéliens que le terrorisme est répréhensible et inacceptable, et que l'Autorité Palestinienne fera un effort de 100% pour prévenir les opérations terroristes et punir les auteurs. Cet effort devrait inclure des mesures immédiates pour appréhender et incarcérer des terroristes opérant dans la juridiction de l'AP.

* Les pouvoirs publics israéliens devraient geler toutes les activités de peuplement, y compris la "croissance naturelle" des colonies existantes. Le type de coopération en matière de sécurité souhaité par les pouvoirs publics israéliens ne peut pas coexister longtemps avec l'activité de peuplement décrite très récemment par l'Union européenne comme causant une «grande inquiétude» et par les États-Unis comme «provocante».

* Les pouvoirs publics israéliens devraient examiner soigneusement si les colonies qui sont des points de friction importants sont des puces de négociation précieuses pour de futures négociations ou provocations susceptibles d'empêcher l'ouverture de pourparlers

fructueux.

* Le gouvernement israélien voudra peut-être faire comprendre à l'Autorité palestinienne qu'une paix future ne menacerait pas la contiguïté territoriale d'un État palestinien qui serait établi en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

* Les forces de défense d'Israël devraient envisager de se retirer aux positions tenues avant le 28 septembre 2000, ce qui réduira le nombre de points de friction et le potentiel de confrontations violentes.

* Les pouvoirs publics israéliens devraient veiller à ce que les Forces de défense israéliennes adoptent et appliquent des politiques et des procédures encourageant les réactions non létales à des manifestants non armés, en vue de réduire au minimum les pertes et les frictions entre les deux communautés.

L'armée israélienne devrait:

* Réinstaurer, de manière systématique, les enquêtes de la police militaire sur les morts palestiniennes résultant des actions de Tsahal dans les territoires palestiniens dans des incidents n'impliquant pas le terrorisme.

Tsahal devrait abandonner la caractérisation générale du soulèvement actuel comme étant «un conflit armé à court de guerre», qui ne fait aucune distinction entre le terrorisme et les manifestations.

* Adopter des tactiques de contrôle des foules qui minimisent le potentiel de morts et de blessés, y compris le retrait des balles en caoutchouc à noyau métallique d'un usage général.

* S'assurer que du personnel chevronné et expérimenté est présent en tout temps aux

points de friction connus.

* Veiller à ce que les valeurs déclarées et les procédures opératoires standard de l'armée inculquent effectivement le devoir de prendre soin des Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza ainsi que des Israéliens qui y vivent, conformément au Code d'éthique de Tsahal.

* Les pouvoirs publics israéliens devraient lever les fermetures, transférer à l'Autorité palestinienne toutes les recettes fiscales dues et permettre aux Palestiniens qui avaient été employés en Israël de retourner à leur travail; et devrait veiller à ce que les forces de sécurité et les colons s'abstiennent de détruire les maisons et les routes, ainsi que les arbres et autres biens agricoles dans les zones palestiniennes. Nous reconnaissons la position du gouvernement israélien selon laquelle des mesures de cette nature ont été prises pour des raisons de sécurité. Néanmoins, leurs effets économiques persisteront pendant des années.

* L'AP devrait renouveler sa coopération avec les agences de sécurité israéliennes pour s'assurer, dans toute la mesure du possible, que les travailleurs palestiniens employés en Israël soient entièrement contrôlés et libres de tout lien avec les organisations et les individus impliqués dans le terrorisme.

* L'AP devrait empêcher les hommes armés d'utiliser les zones habitées par les Palestiniens pour tirer sur les zones peuplées par Israël et les positions de l'armée. Cette tactique expose les civils des deux côtés à des risques inutiles.

* Les pouvoirs publics israéliens et l'armée devraient adopter et appliquer des politiques et procédures visant à garantir que la riposte aux tirs provenant des zones peuplées

palestiniennes minimise le danger pour la vie et les biens des civils palestiniens, en gardant à l'esprit que provoquer une réponse excessive de l'armée.

* Les pouvoirs publics israéliens devraient prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les actes de violence de la part des colons.

* Les parties doivent respecter les dispositions de l'accord de Wye River interdisant les armes illégales.

* L'AP devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour établir une chaîne de commandement claire et incontestée pour le personnel armé opérant sous son autorité.

* L'Autorité palestinienne devrait instituer et appliquer des normes de conduite et de responsabilité efficaces, à la fois dans les rangs en uniforme et entre la police et la direction politique civile à laquelle elle fait rapport.

* L'AP et les pouvoirs publics israéliens devraient envisager une entreprise commune pour préserver et protéger les lieux saints sacrés pour les traditions des musulmans, des juifs et des chrétiens. Une initiative de cette nature pourrait contribuer à inverser une tendance inquiétante: l'utilisation croissante de thèmes religieux pour encourager et justifier la violence.

* Les pouvoirs publics israéliens et l'Autorité palestinienne devraient soutenir et soutenir conjointement le travail des organisations non gouvernementales (ONG) palestiniennes et israéliennes impliquées dans des initiatives intercommunautaires liant les deux peuples. Il est important que ces activités, y compris la fourniture d'aide humanitaire aux villages palestiniens par des ONG israéliennes, bénéficient du soutien total des deux parties.

RESUME NEGOTIATIONS

* We reiterate our belief that a 100 percent effort to stop the violence, an immediate resumption of security cooperation and an exchange of confidence building measures are all important for the resumption of negotiations. Yet none of these steps will long be sustained absent a return to serious negotiations.

It is not within our mandate to prescribe the venue, the basis or the agenda of negotiations. However, in order to provide an effective political context for practical cooperation between the parties, negotiations must not be unreasonably deferred and they must, in our view, manifest a spirit of compromise, reconciliation and partnership, notwithstanding the events of the past seven months.

* In the spirit of the Sharm el-Sheikh agreements and understandings of 1999 and 2000, we recommend that the parties meet to reaffirm their commitment to signed agreements and mutual understandings, and take corresponding action. This should be the basis for resuming full and meaningful negotiations.

The parties are at a crossroads. If they do not return to the negotiating table, they face the prospect of fighting it out for years on end, with many of their citizens leaving for distant shores to live their lives and raise their children. We pray they make the right choice. That means stopping the violence now. Israelis and Palestinians have to live, work, and prosper together. History and geography have destined them to be neighbors. That cannot be changed. Only when their actions are guided by this awareness will they be able to develop the vision and reality of peace and shared prosperity.

REPRISE DES NÉGOCIATIONS

Nous réaffirmons notre conviction qu'un effort de 100% pour mettre un terme à la violence, une reprise immédiate de la coopération en matière de sécurité et un échange de mesures de renforcement de la confiance sont tous importants pour la reprise des négociations. Pourtant, aucune de ces mesures ne sera maintenue longtemps en l'absence de retour à des négociations sérieuses.

Il n'est pas dans notre mandat de prescrire le lieu, la base ou l'ordre du jour des négociations. Toutefois, afin de fournir un contexte politique efficace pour la coopération pratique entre les parties, les négociations ne doivent pas être déraisonnablement reportées et elles doivent, à notre avis, manifester un esprit de compromis, de réconciliation et de partenariat, malgré les événements des sept derniers mois.

* Dans l'esprit des accords et des accords de Charm el-Cheikh de 1999 et 2000, nous recommandons que les parties se réunissent pour réaffirmer leur engagement envers les accords signés et les ententes mutuelles et prennent les mesures correspondantes. Cela devrait constituer la base de la reprise de négociations complètes et constructives. Les parties sont à la croisée des chemins. S'ils ne retournent pas à la table des négociations, ils sont confrontés à la perspective de se battre pendant des années, de nombreux citoyens partant sur des rivages lointains pour vivre et élever leurs enfants. Nous prions qu'ils fassent le bon choix. Cela signifie arrêter la violence maintenant. Israéliens et Palestiniens doivent vivre, travailler et prospérer ensemble. L'histoire et la géographie les ont destinés à être voisins. Cela ne peut pas être changé. Ce n'est que lorsque leurs actions seront guidées par cette prise de conscience qu'ils pourront développer la vision et la réalité de la paix et de la prospérité partagée.

Suleyman Demirel 9th President of the
Republic of Turkey

Suleyman Demirel 9th President de la
République de Turquie

Thorbjoern Jagland Minister of Foreign Affairs
of Norway

Thorbjoern Jagland Ministre des affaires
étrangères de Norvège

George J. Mitchell, Chairman Former Member
and Majority Leader of the United States Senate

George J. Mitchell, Président Ancien membre et
chef de la majorité du Sénat des États-Unis

Warren B. Rudman Former Member of the
United States Senate

Warren B. Rudman Ancien , Sénateur des États-
Unis

Javier Solana High Representative for the
Common Foreign and Security Policy, European
Union

Javier Solana Haut représentant pour la
politique étrangère et de sécurité commune,
Union européenne

NOTES:

1 A copy of the statement is attached.

2 Copies of the President's letters are attached.

³³ When informed of the planned visit, Ambassador Dennis Ross (President Clinton's Middle East Envoy) said that he told Israeli Minister of Interior Shlomo Ben-Ami, "I can think of a lot of bad ideas, but I can't think of a worse one." See Jane Perlez, "US Envoy Recalls the Day Pandora's Box Wouldn't Shut," The New York Times, January 29, 2001.

4 U.S. Department of State, Country Reports on Human Rights Practices - 2000 (Israel), Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, February 2001, <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2000/nea/index>.

5 Government of Israel, First Statement, 28 December 2000 (hereafter "GOI, First Statement"), para 187. BTselem (The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories) reported that 70 police were injured. See Events on the Temple Mount - 29 September 2000: Interim Report, <http://www.btselem.org/files/site/ViolentEvents/TempleMount2000eng.as>.

6 Disturbances also occurred within Israel's Arab community, resulting in thirteen deaths. These events do not fall within the mandate of this Committee and are the subject of an official GOI inquiry.

7 GOI, First Statement, para 118.

8 Id., para 110. According to the GOI, the Palestinian Minister of Posts and Telecommunications declared at a rally in Lebanon in March 2001 that the confrontation with Israel had been planned following the Camp David Summit. See Government of Israel, Second Statement, 20 March 2001 (hereafter, "GOI, Second Statement"), para 2. The PA provided the Committee a translation of a letter from the Minister, dated March 12, 2001, in which the Minister denied saying that the intifada was planned, and that his statement in Lebanon was misquoted and taken out of context. We were told by an Israeli Defense Force (IDF) intelligence officer that while the declaration itself was not definitive, it represented an "open-source"

version of what was known to the IDF through "other means"; knowledge and means not shared by the IDF with the Committee.

9 Palestine Liberation Organization, Preliminary Submission of the Palestine Liberation Organization to the International Commission of Inquiry, December 8, 2000, p. 10. Note: submissions to the Committee from the Palestinian side were made by the PLO.

10 Palestine Liberation Organization, A Crisis of Faith: Second Submission of the Palestine Liberation Organization to the Sharm El-Sheikh Fact-Finding Committee, December 30, 2000 (hereafter "PLO, Second Submission"), p. 16.

11 See GOI, First Statement, para 286.

12 Palestine Liberation Organization, Third Submission of The Palestine Liberation Organization to the Sharm El-Sheikh Fact-Finding Committee, April 3, 2001 (hereafter "PLO, Third Submission"), p. 51.

13 GOI, Second Statement, para 4.

14 GOI, First Statement, para 19.

15 PLO, Third Submission, p. 25.

16 Id., pp. 46-50.

17 Id., pp. 27-28.

18 PLO, Second Submission, p. 14.

19 Id., pp. 14-15.

20 GOI, Second Statement, para 82.

21 GOI, First Statement, para 99.

22 GOI Second Statement, para 19, referring to the Exchange of Notes Between the Prime Minister of Israel and the Chairman of the PLO, 9- 10 September 1993.

23 Id., para 21.

24 Testimony before the United States House of Representatives Committee on Appropriations, 102nd Congress, May 22, 1991.

25 On March 21, 1980, Secretary of State Cyrus Vance,

speaking on behalf of the Carter Administration, stated: "U.S. policy toward the establishment of Israeli settlements in the occupied territories is unequivocal and has long been a matter of public record. We consider it to be contrary to international law and an impediment to the successful conclusion of the Middle East peace process."

On September 1, 1982, President Ronald Reagan announced what came to be known as The Reagan Plan for the Middle East, stating that: "[T]he immediate adoption of a settlements freeze by Israel, more than any other action, could create the confidence needed for wider participation in these talks. Further settlement activity is in no way necessary for the security of Israel and only diminishes the confidence of the Arabs that a final outcome can be freely and fairly negotiated."

On December 16, 1996, at a press conference, President Bill Clinton stated: "It just stands to reason that anything that preempts the outcome [of the negotiations] ... cannot be helpful in making peace. I don't think anything should be done that would be seen as preempting the outcome."

Asked if he viewed the settlements as an obstacle to peace, President Clinton replied, "Absolutely. Absolutely."

On April 5, 2001, a U.S. State Department spokesman, speaking for the current administration, stated: "Continuing settlement activity does risk inflaming an already volatile situation in the region"; he described that activity as "provocative."

- Le 21 mars 1980, le secrétaire d'Etat Cyrus Vance, s'exprimant au nom de l'administration Carter, déclarait: "La politique des Etats-Unis en faveur de l'établissement de colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés est sans équivoque et a été publiquement affirmée depuis longtemps. Nous la considérons contraire au droit international. Elle constitue un obstacle à l'aboutissement du processus de paix au Moyen-Orient. "

- Le 1^{er} septembre 1982, le président Ronald Reagan a annoncé ce qui allait devenir le plan Reagan pour le Moyen-Orient, déclarant que: «L'adoption immédiate d'un gel des colonies par Israël, plus que toute autre action, pourrait créer la confiance nécessaire pour une plus large participation à ces pourparlers. Aucune activité de

peuplement supplémentaire n'est nullement nécessaire pour la sécurité d'Israël et ne fait que diminuer la confiance des Arabes qu'un résultat final peut être librement et équitablement négocié. "

- Le 16 décembre 1996, lors d'une conférence de presse, le président Bill Clinton a déclaré: "Il est logique de penser que tout ce qui préempte l'issue [des négociations] ... ne peut pas aider à faire la paix. Jene pense pas que quoi que ce soit doive être fait qui puisse être considéré comme préemptant le résultat. " Lorsqu'on lui a demandé s'il considérait les colonies comme un obstacle à la paix, le président Clinton a répondu: «Absolument.

- Le 5 avril 2001, un porte-parole du département d'État américain, s'exprimant au nom de l'administration actuelle, a déclaré: «La poursuite des activités de colonisation risque d'enflammer une situation déjà instable dans la région»; il a décrit cette activité comme «provocatrice». »

26 There are 400 settlers in the "H2" sector of central Hebron, and 6,000 in the Kiryat Arba settlement on the eastern edge of the city. See "An Introduction to the City of Hebron," published by the Temporary International Presence in Hebron, <http://www.tiph.org/>.

27 Central Intelligence Agency, The World Factbook 2000, <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/gz.htm>

28Ha'aretz, English Language Edition, April 10, 2001, p. 5.

29 GOI, First Statement, para 286.

30 Id., para 189.

31 B'Tselem, Illusions of Restraint: Human Rights Violations During the Events in the Occupied Territories, 29 September-2 December 2000, December 2000, p. 4.

32 GOI, First Statement, para 306. "The stated policy of the IDF is that whenever a Palestinian in the Occupied Territories dies at the hands of a soldier, an investigation is to be made by the Department of Military Police

Investigations (MPI), except in cases defined as 'hostile terrorist activity.'" See B'Tselem, *Illusions of Restraint*, p. 24. See also, Alex Fishman, "The Intifada, the IDF and Investigations," *Yediot Aharonot* (in English, Richard Bell Press, 1996, Ltd.), January 19, 2001.

33 GOI, Second Statement, para 69-80.

34 PLO, Third Submission, p. 69.

35 *Id.*, p. 60.

36 GOI, Second Statement, para 78.

37 GOI, First Statement, para 305.

38 Israel Defense Forces, *The Ethical Code of the Israel Defense Forces*,
<http://www.idf.il/english/doctrine/doctrine.stm>.

39 See, e.g., U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices, 2000 (Occupied Territories)*, <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2000/nea/index>. See also, B'Tselem, *Illusions of Restraint*, pp. 15-16, reporting on the alleged practice of separating rubber bullets into individual rounds, as opposed to firing them properly in a bound cluster of three. Separation increases range and lethality.

40 GOI, Second Statement, para 92.

41 *Id.*, para 89.